CNED

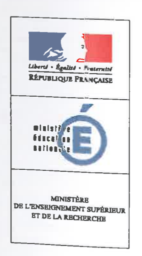
DAEU A

Éliane Faure - Jean-Marc Merelle

LA SECONDE GUERRE MONDIALE 1939-1945

HISTOIRE

COURS



www.cned.fr

FICHE MÉTHODE

Avant de commencer l'étude de ce cours

Je vérifie que le thème traité dans ce cours est bien au programme de mon université.



Dans la rubrique « Universités » du site Internet DAEU, je consulte le programme d'histoire et les conseils de travail donnés par les professeurs du Cned. En cas de doute, j'interroge mon enseignant(e) sur le forum « Histoire »

Du cours au devoir : comment travailler ?

ACTIVITÉ	TEMPS DE TRAVAIL ESTIMÉ
Je prends connaissance du sujet ❍ Je lis l'intégralité du cours sans prendre de notes.	entre 2 à 4 h
Je fais une lecture active du cours ❍ Je cherche les mots difficiles dans le dictionnaire ; ❍ Je prends le temps de regarder chaque document proposé, de répondre aux questions posées ; ❍ Je surligne les têtes de chapitre et notions importantes ; ❍ Je participe aux séances de travail organisées sur le forum Histoire et/ou je consulte les ressources mises en ligne.	entre 8 à 10 h
Je m'approprie le cours ❍ Je note sur des fiches cartonnées ou sur un cahier le plan et les idées essentielles. Pour plus de clarté, j'utilise des couleurs différentes ; ❍ Je reformule les idées avec mes mots. ⚠ **Ce sont ces notes qui me permettront de réviser en fin d'année**	entre 3 et 5 h
Je me prépare à faire mon devoir ❍ Je regarde dans mon fascicule de devoirs le ou les sujet(s) proposé(s) ❍ Je lis ou relis la méthodologie relative au sujet choisi (voir fascicule de méthodologie)	entre 1 à 2 h
Je fais mon devoir en suivant la méthodologie proposée dans le fascicule correspondant. ⚠ Si je fais ce devoir en début d'année, j'y consacre un temps supérieur à celui qui me sera donné le jour de l'examen. Je fais néanmoins attention à ne pas y consacrer trop de temps	entre 3 à 6 h
À réception du corrigé-type ❍ Je fais une première évaluation de mon travail en le lisant intégralement	entre 1 à 2 h
À réception de mon devoir corrigé ❍ Je lis les commentaires de l'enseignant. ❍ Je relis le corrigé-type.	entre 1 à 2 h



Si des points me paraissent obscurs, j'en parle à mon enseignant sur le forum « Histoire »

15 jours avant l'examen

❍ Je relis mon cours ;

❍ Je relis mes notes en apportant des compléments si nécessaire ;

❍ Je relis mon (mes) devoir(s) et le(s) corrigé(s)-type(s) correspondant(s).

SOMMAIRE GÉNÉRAL

PREMIER CHAPITRE

LES GRANDES PHASES DU CONFLIT (1939-1945)



▶ **Doc 1 –** Les forces des Alliés des nations unies contre le nazisme. Affiche de propagande américaine, 1944

Plan du chapitre

1. La montée des périls dans les années 30
2. L'assaut des dictatures
3. Les puissances totalitaires au zénith
4. L' « ordre nouveau »
5. La victoire des Alliés (1942-1945)
6. La marche vers la victoire

1. La montée des périls dans les années 30

1.1. La remise en cause de la démocratie libérale dans de nombreux pays

▶ À l'Est, **l'URSS**, dirigée par **Staline** depuis 1924, affirme construire le communisme. Le régime est devenu **totalitaire***, utilisant la propagande et le culte de la personnalité et s'appuyant sur un parti unique. Les moyens de production sont collectivisés. La collectivisation des terres se fait au prix d'une répression brutale : elle se solde par l'arrestation de centaines de milliers de paysans et par la déportation de 2 millions d'autres au Goulag* en Sibérie, provoquant en 1932-1933 une terrible famine, qui cause 6 millions de morts.

À partir de 1934, s'instaure une terreur de masse qui frappe aussi bien les membres du parti communiste, de l'armée, que les simples citoyens. En 1939, environ 2 millions de personnes sont internées au Goulag ou dans des villages spéciaux pour coloniser les régions vides de Sibérie.

▶ En **Italie**, **Mussolini,** au pouvoir depuis 1922, a mis en place le régime fasciste*, qui est une dictature. La totalité du pouvoir est entre les mains du Duce et du parti fasciste. À la fin des années 30, le régime est totalitaire* et se rapproche de l'Allemagne nazie.

▶ En **Allemagne**, depuis 1933 **Hitler** concentre tous les pouvoirs ; devenu *Reichsführer*, il a mis en place, lui aussi, un régime fasciste* encore plus répressif, s'appuyant de plus sur une doctrine raciale. Le parti national-socialiste* est devenu parti unique et les organisations nazies encadrent la population, surveillée par la police secrète : la Gestapo*. Les opposants sont enfermés dès 1933 dans des camps de concentration*.

▶ En **Espagne**, les élections de février 1936 portent au pouvoir le « Frente Popular », coalition de gauche réunissant les anarchistes, les socialistes, les communistes et les radicaux. Ce front populaire va se heurter à l'opposition de l'Église et de l'armée. Cette dernière est acquise à l'idée d'un coup d'État afin de renverser le pouvoir en place.

Le 17 juillet 1936 a lieu au Maroc espagnol ***le pronunciamiento*** (coup d'État militaire) du général Franco. Commence alors une guerre civile qui va durer trois ans, opposant d'un côté les nationalistes s'appuyant sur l'armée, la Phalange (parti d'extrême droite), le clergé et de l'autre les républicains soutenus par les ouvriers, la paysannerie, une partie des classes moyennes. La situation politique de l'Europe de 1936 va internationaliser le conflit. Les dictatures fascistes vont apporter leur soutien à Franco : des avions italiens et allemands participent au transport des troupes nationalistes dans la péninsule. Mussolini envoie 80 000 volontaires, fournit des mitrailleuses et des canons. Hitler, de son côté, fournit les 10 000 hommes de la Légion Condor qui se rendra tristement célèbre par le bombardement au Pays basque de Guernica, petite ville de 7000 habitants, le 26 avril 1937 : 50 tonnes de bombes furent larguées, 70 % de la ville fut détruite, et il y eut au moins un millier de victimes.

Ainsi l'Espagne constitue-t-elle un véritable terrain d'expérimentation : la combinaison de l'aviation et des forces terrestres constitue la répétition générale de la Seconde Guerre mondiale.

L'Espagne devient alors le symbole de la lutte entre la démocratie et le totalitarisme.



▶ **Doc 2** – L'expansionnisme allemand (1938-1939)

L'Allemagne mène une politique expansionniste durant les années 30 :

- le 7 mars 1936, en violation du traité de Versailles, Hitler remilitarise la Rhénanie.
- le 13 mars 1938, il annexe l'Autriche (Anschluss).
- la conférence de Münich (29-30 septembre 1938), organisée pour apaiser les tensions, donne totale satisfaction à Hitler en ce qui concerne les Sudètes.
- le 15 mars 1939, Hitler envahit la Bohème-Moravie qui devient « Protectorat du Reich ».
- Hitler signe une alliance militaire avec Mussolini le 22 mai 1939, c'est le Pacte d'acier.
- Le 23 août 1939, l'Allemagne et l'URSS signent le pacte germano-soviétique qui est un pacte de non-agression.

1.2. Tensions sur le plan international

La guerre sino-japonaise : depuis 1905, le Japon détient un bail sur la presqu'île chinoise du Liaodong (Port Arthur) et administre le chemin de fer Sud-mandchourien. Le 18 septembre 1931, l'explosion d'une bombe chinoise sur la voie ferrée du Sud-mandchourien fournit aux Japonais le prétexte pour occuper toute la Mandchourie et la transformer en un État satellite, le Mandchoukuo, ouvrant la voie vers la poursuite de la politique d'expansion.
Le 25 novembre 1936, le Japon adhère au ***Pacte antikomintern*** avec l'Allemagne. Il s'agit de contrer l'idéologie communiste : si un des deux pays est attaqué par l'URSS, l'autre lui prêtera assistance. L'Italie les rejoindra le 6 novembre 1937. Après de nombreuses escarmouches, le 7 juillet 1937, le Japon déclare la guerre à la Chine et remporte des succès sans discontinuer, ponctués par de nombreux massacres, notamment ceux de Nankin en décembre 1937.

L'Anschluss* : Hitler entend rattacher au Reich tous les peuples de langue germanique. L'Autriche est la première de ses visées : c'est son pays natal, et une terre germanique. Le 12 février 1938, il convoque le chancelier autrichien Schuschnigg et lui impose un ministre de l'intérieur pronazi Seyss-Inquart. Les nazis autrichiens provoquant des troubles, Schuschnigg veut organiser un référendum pour « une Autriche libre et indépendante ». Il déclenche la fureur de Hitler qui exige sa démission. Le 12 mars, Seyss Inquart, nommé chancelier par le président Miklas, invite les troupes allemandes qui pénètrent sur le territoire sans rencontrer de résistance et sont même acclamées par la population. Le 13 mars, l'Autriche devient une province du Reich. Le 10 avril, un plébiscite est organisé, il officialise le rattachement de l'Autriche au Reich nazi, avec 99,75 % des voix.

1.3. La marche à la guerre : la Tchécoslovaquie et la Pologne

La conférence de Münich 29-30 septembre 1938

La Tchécoslovaquie abrite dans la région des Sudètes* en Bohème une importante minorité allemande de plus de 3 millions d'habitants que Hitler souhaite intégrer au Reich. Si besoin, il envisage une intervention armée. Des négociations diplomatiques vont alors s'ouvrir, menées par le premier ministre anglais Neville Chamberlain qui va rencontrer Hitler deux fois en septembre 1938 sans résoudre les tensions. Finalement, pour éviter le pire, les protagonistes se rallient à une proposition de Mussolini : réunir une conférence internationale pour régler la question tchèque. Elle se tient à Münich avec Edouard Daladier (Président du conseil français), Neville Chamberlain, Mussolini et Hitler. Satisfaction totale est donnée à Hitler qui annexe le 1er octobre la région des Sudètes.
Les conséquences de Münich sont lourdes :

- la Pologne s'empare du territoire tchèque de Teschen, la Hongrie de la Slovaquie méridionale.
- Hitler a pu tester la faiblesse des démocraties.
- l'URSS est mécontente d'avoir été tenue à l'écart.

On pense avoir sauvé la paix. Or les ambitions de Hitler ne vont pas s'arrêter là : le 15 mars 1939, il envahit la Bohème-Moravie qui devient « *Protectorat du Reich* », la Slovaquie devient un État « indépendant » placée sous protection du Reich, sous la houlette de Mgr Tiso, allié des nazis. La Tchécoslovaquie est rayée de la carte.
Le 7 avril, Mussolini s'empare de l'Albanie.
Les Occidentaux prennent alors conscience de la véritable nature de la politique hitlérienne : il devient évident que le Führer* est décidé à entreprendre, comme il l'écrivait dans *Mein Kampf*, la conquête d'un "espace vital*" à l'Est aux dépens des peuples slaves.
De plus, le 22 mai 1939, Hitler signe avec Mussolini *le Pacte d'acier* qui précise que si l'un des deux partenaires est entraîné dans un conflit, l'autre s'engagera à ses côtés.



▶ **Doc 3** – Adolf Hitler avec des généraux pendant les combats en Pologne en 1939



▶ **Doc 4** – Front russe. Char allemand Panzer III sur le chemin de Moscou en décembre 1941.

La crise polonaise : dès fin mars 1939, après l'annexion de la Tchécoslovaquie, Ribbentrop, ministre des affaires étrangères du Reich, fait connaître à la Pologne les exigences allemandes : retour de la ville de Dantzig au Reich, octroi d'une route et d'une voie ferrée pour joindre la Prusse orientale, l'Allemagne par le corridor de Dantzig. La Pologne, soutenue par la France et la Grande - Bretagne, est convaincue que l'Allemagne cherche à s'emparer de son territoire, comme en Tchécoslovaquie. Tout en estimant que les démocraties occidentales céderont, Hitler se prépare au conflit.

Le pacte germano-soviétique, 23 août 1939 : l'une des grandes inconnues réside dans l'attitude de l'URSS : depuis avril 1939, des négociations sont en cours, entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et l'URSS de l'autre pour la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle assorti d'une convention militaire. Mais les négociations stagnent en raison du peu d'enthousiasme des Occidentaux à se lier avec l'URSS et aussi à cause des refus de la Pologne et de la Roumanie de laisser passer les troupes soviétiques sur leur territoire pour que celles-ci puissent attaquer l'Allemagne. C'est pendant ces négociations que l'on apprend brusquement la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939. Comment expliquer ce revirement ?
Depuis Münich, Staline n'a plus du tout confiance dans les Occidentaux qui ont abandonné la Tchécoslovaquie ; il est convaincu qu'ils feront de même avec l'URSS. Ce pacte de non-agression, valable 10 ans, est assorti d'un protocole secret permettant à l'URSS de récupérer les territoires perdus en 1918 : les Pays baltes, la Bessarabie à la frontière roumaine, le tout assorti d'un partage de la Pologne avec l'Allemagne. Quant à Hitler, ce pacte lui permet de se concentrer sur un seul front.

2. L'assaut des dictatures (1939-1942)

2.1. La guerre éclair en Europe

Septembre 1939, élimination de la Pologne : le 1er septembre les troupes allemandes franchissent la frontière polonaise, utilisant la tactique de la Blitzkrieg (guerre éclair), fondée sur l'attaque de divisions blindées assistées de l'aviation. La Pologne est laminée et capitule le 27 septembre. De leur côté, les Soviétiques occupent la part de la Pologne qui leur revenait en s'établissant sur une ligne située à 150 km de Varsovie. La Pologne est rayée de la carte. La France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne le 3.

La drôle de guerre (septembre 1939-mai 1940) : l'armée française adopte une tactique défensive, basée sur la ligne Maginot*, constituée de fortifications situées le long de la frontière franco-allemande. Les combats n'auront lieu qu'à partir du 10 mai 1940, c'est pourquoi cette période va être baptisée « la drôle de guerre », car c'est une guerre où l'on ne se bat pas.

La guerre s'étend à l'Europe du Nord : après ses acquisitions polonaises, l'URSS souhaite obtenir de la Finlande des modifications de frontières à son avantage. Elle attaque le 30 novembre 1939, entraînant la levée d'un corps expéditionnaire franco-britannique. Mais les délibérations sont si longues que les **Finlandais** doivent signer **l'armistice** le 12 mars 1940 avant que le corps expéditionnaire soit prêt, provoquant la démission d'Édouard Daladier président du conseil, remplacé par Paul Reynaud le 21 mars 1940. Churchill pense qu'il faut alors couper la route du fer suédois en minant les eaux norvégiennes. Mais le 9 avril, Hitler lance une opération foudroyante et en quelques jours, les Allemands occupent le **Danemark**, **Oslo** et les principaux **ports norvégiens**. Les Alliés tentent de prendre pied en Norvège à Narvik le 28 mai, mais la victoire allemande est complète : la Suède, sous couvert de neutralité, favorise la politique du Reich, la Scandinavie est désormais dans l'orbite du Reich. C'est maintenant la France qui est le prochain objectif.



▶ **Doc 5** – Défaite et partages sucessifs de la Pologne

Le 10 mai 1940, Churchill, fort du soutien de l'opinion, succède à Neville Chamberlain au poste de premier ministre britannique, alors que les Panzers allemands commencent à envahir la Belgique et la France. L'Angleterre reste alors le dernier rempart face à l'Allemagne nazie.

Le 13 mai, Winston Churchill se présente devant les députés anglais à la Chambre des Communes pour y présenter sa future action gouvernementale.

Voici la majeure partie de son discours, en traduction française.

À la Chambre des Communes, je dirai comme je l'ai dit à ceux qui ont rejoint le gouvernement : « je n'ai rien d 'autre à offrir que du sang, de la peine, des larmes et de la sueur ».
Nous avons devant nous une épreuve des plus douloureuses. Nous avons devant nous de nombreux et longs mois de combat et de souffrance.
Vous demandez quelle est notre politique, Je peux vous dire : c'est d'engager le combat sur terre, sur mer et dans les airs, avec toute la puissance, la force que Dieu peut nous donner, engager le combat contre une monstrueuse tyrannie, sans égale dans les sombres et désolantes annales du crime. Voilà notre politique.
Vous demandez, quel est notre but ? Je peux répondre en un mot : la victoire, la victoire à tout prix, la victoire en dépit de la terreur, la victoire aussi long et dur que soit le chemin qui nous y mènera ; car sans victoire, il n'y a pas de survie. »

▶ **Doc 6** – Discours de Winston Churchill, le 13 mai 1940, devant la Chambre des Communes.



Questions

1. Pourquoi parle t-on de « guerre éclair » ?
2. Quel rôle joue l'URSS dans cette première partie du conflit ?
3. Que signifie l'expression « la drôle de guerre » ?
4. Quelle est l'attitude de Churchill à ce moment là ?

Les réponses aux questions se trouvent dans les documents de cette page et dans ce cours. En cas de doute, interrogez votre professeur sur le forum « Histoire » du site Internet DAEU

La France envahie, mai- juin 1940 : le 10 mai 1940, Hitler lance l'offensive en Hollande. La supériorité allemande est écrasante sur le plan tactique et stratégique : utilisation des blindés et de l'aviation accompagnée d'un vaste mouvement tournant englobant les Pays-Bas. La principale offensive allemande est lancée dans les Ardennes à la limite de la ligne Maginot le 13 mai : c'est un succès sans faille accompagné de **l'exode** de millions de Français se précipitant vers le Sud. Paul Reynaud est contraint à la démission le 16 juin. Le lendemain, le maréchal Pétain forme un nouveau gouvernement et demande **l'armistice*** : il sera signé le **22 juin** à **Rethondes**, dans le même wagon de train où avait eu lieu la capitulation allemande du 11 novembre 1918. Churchill, craignant que l'armada française ne passe entre les mains d'Hitler en dépit des garanties françaises, prend la décision de détruire une partie de la flotte française qui stationne en Algérie à Mers El-Kébir : c'est l'opération Catapult le 3 juillet 1940.
Le bilan est lourd, au total, on dénombre plus de 1000 morts. Le message des Anglais adressé au monde est clair : nous sommes résolus à continuer la guerre. La France vient de connaitre un écroulement matériel et moral sans précédent.

L'Angleterre seule : Chamberlain, accusé de n'avoir pas su mener la guerre, est remplacé par Winston Churchill au poste de Premier ministre le 10 mai 1940 : voir le document 6.
Le plan proposé par le maréchal Goering, chef de la Luftwaffe, est adopté : le 13 août commence la bataille d'Angleterre, consistant en des bombardements massifs (*le Blitz*) visant à terroriser la population (notamment à Londres).Mais les Anglais tiennent bon, grâce aux chasseurs de la Royal Air Force (RAF) plus rapides, plus proches de leurs bases et guidés par les radars. La machine de guerre allemande rencontre ici son premier échec.

2.2. La guerre mondiale

L'attaque allemande contre l'URSS, l'effacement de la neutralité américaine et l'agressivité du Japon vont entraîner la mondialisation du conflit.

2.2.1. L'attaque allemande dans les Balkans et en Méditerranée

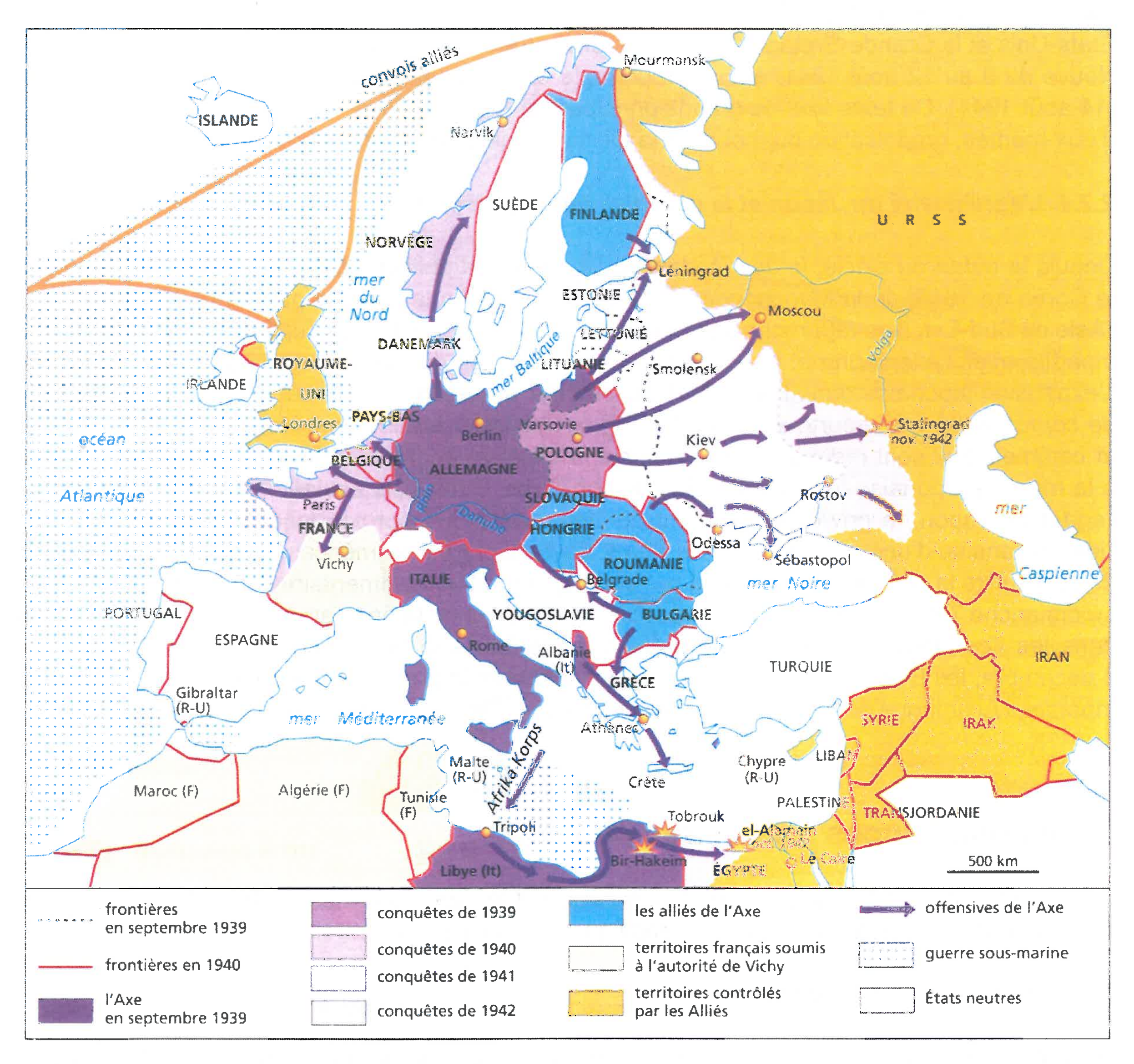
Elle est provoquée par l'échec de Mussolini qui, le 28 octobre 1940, lance les troupes italiennes stationnées en Albanie à l'attaque de la Grèce : la population fait corps avec son armée et son gouvernement et à la mi-novembre, les troupes italiennes sont refoulées en Albanie. Les Grecs sont soutenus par les Anglais qui leur envoient des renforts de troupes. Hitler intervient alors, soucieux de ne pas avoir un nouveau front dans les Balkans à la veille de l'attaque de l'URSS. **La Yougoslavie** est écrasée en avril 1941 et la **Grèce** capitule : le 27 avril le drapeau à croix gammée flotte sur l'Acropole, **la Crète** tombe en mai.
En Libye où sont stationnées des troupes italiennes, l'objectif de l'Axe est de barrer aux Anglais la route de Suez et son artère vitale du canal. Une première offensive italienne en Égypte, en septembre 1940, fait reculer les Britanniques. Mais à partir du mois de décembre, ces derniers reprennent l'avantage et en février 1941, les Anglais occupent la moitié du territoire libyen. En janvier 1941, Hitler décide d'aider Mussolini et envoie *l'Afrika Korps* commandé par Rommel qui reprendra l'avantage, expulsant les Anglais de Libye.

2.2.2. L'attaque allemande contre l'URSS

Le grand dessein d'Hitler, désormais c'est la conquête à l'Est : les grandes lignes du plan d'invasion, nommé Barbarossa, sont établies depuis décembre 1940. L'assaut est déclenché le 22 juin 1941.

2.2.3. L'engagement progressif des États-Unis

La neutralité des États-Unis au début du conflit va progressivement s'effacer, le président Roosevelt déclarant le 29 décembre 1940 : « Nous devons être le grand arsenal de la démocratie ».



▶ **Doc 7** – Les victoires de l'Axe en Europe, 1939-1942

La période 1939-1942 est marquée par des succès ininterrompus pour les forces de l'Axe :

- la plus grande partie de l'Europe est allemande à la fin de l'année 1942
- en URSS, les troupes allemandes ont pénétré sur le territoire soviétique mais se heurtent à deux obstacles majeurs : l'hiver russe qui stoppe l'offensive des Panzers aux portes de Moscou et la résistance acharnée des populations locales à partir de l'automne 1942, qui vont faire preuve d'un patriotisme sans faille.
- au Sud, les Allemands progressent vers le Caucase et les champs pétrolifères, richesse vitale qu'ils convoitent.
- en Méditerranée, la stratégie allemande prévoit la conquête de l'Égypte par *l'Afrika Korps,* dirigé par Rommel.

Cela se traduit par l'adoption en mars 1941 de la loi prêt-bail : les États-Unis prêteraient, au lieu de vendre, le matériel militaire dont les pays qu'ils soutiennent auraient besoin. Dans la pratique, la Grande - Bretagne peut puiser sans compter dans les ressources américaines. Le 26 juin 1941, les États-Unis étendent à l'URSS les bénéfices de la loi prêt-bail*. Enfin, sur le plan politique, les États-Unis et la Grande-Bretagne, suite à la rencontre de Roosevelt et Churchill au large de Terre Neuve du 9 au 12 août 1941, élaborent un texte connu sous le nom de **charte* de l'Atlantique** (14 août 1941). Ce texte fixe les grands principes de l'après-guerre : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, organisation du monde une fois la tyrannie nazie écrasée. (Voir chapitre 3)

2.2.4. L'agressivité du Japon et la mondialisation du conflit

Depuis le début du siècle, le Japon s'est lancé dans une politique expansionniste : annexion de la Corée en 1910, de la Manchourie en 1932, conquête de la Chine à partir de 1937 et de toute l'Asie du Sud-Est. Il se rapproche des forces de l'Axe* en signant, le 27 septembre 1940, un accord tripartite avec l'Allemagne et l'Italie, prévoyant un partage du monde en cas de victoire de l'Axe. L'expansion japonaise dans les régions du Sud-Est asiatique dans le but de créer une « *sphère de coprospérité* » se heurte à l'opposition de la Grande-Bretagne dont les intérêts économiques et commerciaux sont menacés. Les Américains s'étaient engagés à soutenir cette dernière face à la menace japonaise. Depuis le début du conflit, les États-Unis avaient instauré un embargo à l'égard du Japon, le privant notamment de l'indispensable approvisionnement en pétrole. D'où l'idée japonaise d'une attaque surprise visant à affaiblir la flotte américaine dans le Pacifique afin de poursuivre la politique d'expansion permettant l'apport complémentaire de matières premières. Le dimanche 7 décembre 1941, les Japonais attaquent donc la base américaine de **Pearl Harbor** dans les îles Hawaï et coulent une partie importante de la flotte américaine du Pacifique. Le 8 décembre, les États-Unis et le Royaume-Uni déclarent la guerre au Japon. En vertu de l'accord tripartite, l'Allemagne déclare la guerre aux États-Unis. Désormais, **le conflit est devenu mondial**.

3. Les puissances totalitaires au zénith

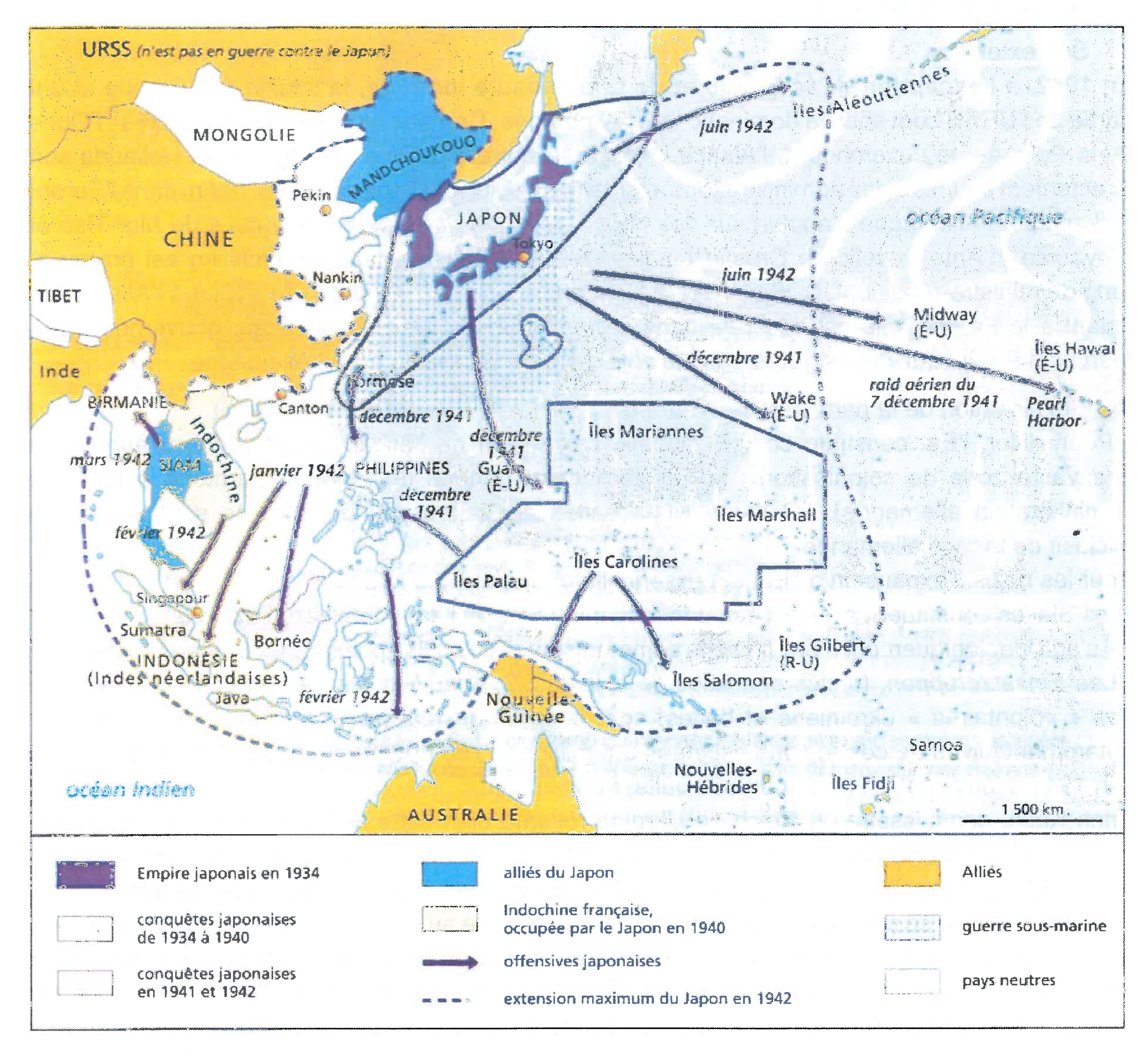
Jusqu'à l'été 1942, l'Allemagne et le Japon cumulent les succès militaires. Toute l'Europe va être sous la botte allemande. Quant à l'aire pacifique, elle sera sous contrôle japonais.

3.1. Les défaites soviétiques

Les premières semaines de la guerre voient une véritable défaite de l'armée soviétique. Submergées par la stratégie allemande, les troupes soviétiques doivent effectuer un repli à l'intérieur du territoire. Le 28 juin Minsk est prise, le 16 juillet Smolensk, le 8 septembre commençe le siège de Leningrad. Le 19 septembre, Kiev tombe. Mais à l'automne avec la dégradation des conditions météorologiques et l'arrivée de troupes fraîches en provenance d'Extrême-Orient, l'avancée allemande va être ralentie : le 5 décembre, les troupes allemandes aux portes de Moscou vont être refoulées de 150 km. Hitler n'a pu écraser l'URSS en une seule campagne. Malgré cela ses succès sont immenses : maître d'une bonne partie des meilleurs terres (Ukraine) et des régions industrielles, il pense obtenir la victoire à l'Est en 1942. Dès le mois de mai, la Crimée est occupée, et Sébastopol tombe le 2 juillet. Les Allemands poursuivent leur avancée vers le Caucase et les régions pétrolières. En septembre 1942, les Allemands pénètrent dans Stalingrad sur la Volga.

3.2. Les victoires japonaises

En quelques mois, les Japonais maîtres de la mer après Pearl Harbor, réalisent une impressionnante série de conquêtes : l'Indochine française, les Philippines, la Malaisie, la Birmanie, l'Indonésie et les archipels du Pacifique (îles Mariannes, Marshall, Salomon), Hong-Kong, Singapour. À l'été 1942, les Japonais sont aux portes de l'Inde et de l'Australie.



▶ **Doc 8 –** Les victoires japonaises en 1941-1942

En Asie, le Japon est victorieux jusqu'en 1942 :

Il contrôle alors une grande partie de l'aire pacifique et constitue un empire nommé : la sphère de coprospérité asiatique :

- en Chine, la Mandchourie devient le Mandchoukouo, État contrôlé par le Japon.
- les pays occupés sont exploités afin d'approvisionner le pays en matières premières.
- À l'été 1942, le Japon est aux portes de l'Australie.

4. « L'ordre nouveau* »

4.1. L'Europe allemande

■ Son extension

En 1942, à **l'exception de la Suède et de la péninsule ibérique**, la totalité de l'Europe et une partie de l'URSS sont sous la domination de l'Allemagne. Certains territoires sont annexés : l'Ouest de la Pologne, le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine. D'autres, comme la Belgique, la Hollande sont directement soumis à des administrations allemandes, soit civiles soit militaires. Enfin, dans l'Europe balkanique, l'Allemagne s'appuie sur des gouvernements pronazis comme celui de Mgr Tiso en Slovaquie, d'Ante Pavelic en Croatie tandis qu'en Norvège, le chef nazi Quisling est promu au rang de ministre-président. La Finlande, la Hongrie, la Bulgarie ont choisi de s'allier à l'Allemagne. Quant à la France, elle est occupée dans sa moitié Nord, la zone libre étant gouvernée par le Maréchal Pétain qui va s'engager dans la voie de la collaboration avec l'Allemagne.

■ L'exploitation de la partie Est de l'Europe

- Pour Hitler, l'Est constitue ce qu'il appelle l'extension de l'espace vital* (*Lebensraum)* donc une vaste zone de colonisation : le Gouvernement général de Pologne (territoire placé sous administration allemande), l'Ostland (États baltes et Biélorussie) et l'Ukraine sont au service exclusif de la race allemande.

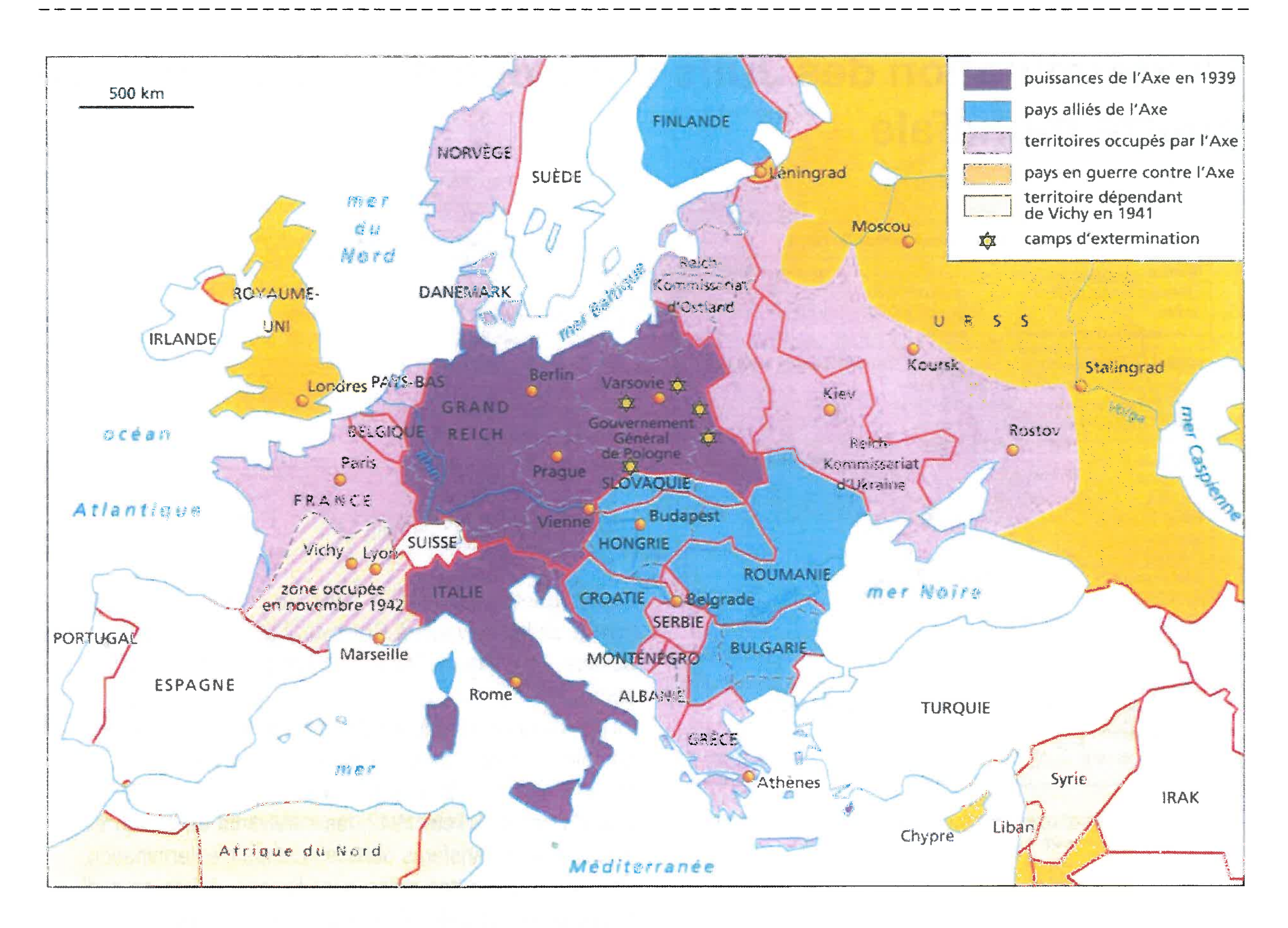
Pour les nazis, l'expansion à l'Est est essentielle pour plusieurs raisons :
- les Slaves constituent à leurs yeux une race inférieure qu'il faut dominer et exploiter
- il s'agit idéologiquement d'éradiquer le communisme et ce qu'ils appellent les « judéo-bolchéviks »
- Les *Einsatzgruppen*, (unités spéciales de soldats SS, épaulées par des policiers allemands et des « volontaires » ukrainiens et baltes) sont chargés de massacrer les populations civiles et notamment juives de ces régions estimées à 5 millions : 750 000 personnes ont été éliminées de juin 1941 à janvier 1942 (dont 600 000 Juifs) : doc 10, 11.

Erich Koch, commissaire du Reich en Ukraine résume bien cette réalité en déclarant en 1943 : *« Nous sommes une race de seigneurs qui doit toujours se souvenir que le plus humble ouvrier allemand a socialement et biologiquement mille fois plus de valeur que la population d'ici. »*

- L'ordre nouveau se manifeste par l'exploitation de l'Europe au profit de l'effort de guerre allemand, que ce soit sous la forme de ressources industrielles et agricoles ou de main-d'œuvre. À l'Est, les ressources industrielles et agricoles sont systématiquement <u>pillées</u> : le Reich fait de la Pologne son grenier à blé, pille les matières premières et les stocks de vivres du Gouvernement général et de l'Ukraine.

■ L'exploitation de la partie Ouest de l'Europe

À l'Ouest, les procédés d'exploitation sont différents : les Allemands font payer aux pays occupés des frais d'occupation et de plus prélèvent une part importante de la production. Au fur et à mesure que la guerre dure, l'Allemagne a de plus en plus besoin de main d'œuvre.En mars 1942, Fritz Sauckel est nommé « planificateur général pour le recrutement de la main d'œuvre ». Il va organiser le STO* (Service du Travail Obligatoire) en France, en Belgique des millions de travailleurs européens sont réquisitionnés et transférés en Allemagne. Des milliers d'autres sont recrutés sur place pour construire le <u>Mur de l'Atlantique</u>, système de fortifications cotières, le long de la côte occidentale de l'Europe, destiné à empêcher une invasion du continent par les Alliés. Ce mur fait de bunkers, remparts, blockhaus par milliers, a constitué de 1942 à 1944 un gigantesque chantier pour nombre d'entreprises françaises du bâtiment.



▶ **Doc 9** – L'Europe occupée, en octobre 1942 : le Reich s'étend sur l'ancienne Allemagne et sur les régions occupées depuis 1938. Il faut ajouter l'occupation de nombreux pays à l'Ouest, à l'Est et au Sud (péninsule des Balkans).

Le 2.10.1941 à Zagare :
633 Juifs, 1 107 Juives, 496 enfants juifs 2 236
(Lorsqu'on a voulu mener les Juifs à l'exécution, il y a eu une révolte, qui a été réprimée directement, et 150 Juifs ont été fusillés sur-le-champ.)

Le 4.10.1941 à Kaunas :
315 Juifs, 712 Juives, 818 enfants juifs 1 845

Le 29.10.1941 à Kaunas :
2 207 Juifs, 2 920 Juives, 4 273 enfants juifs
(élimination des Juifs superflus) 9 400

Total des Juifs exécutés pour le commando d'action n° 3, du 7 juillet au 29 novembre 1941 : 99 804

R. Rürup, *Der Krieg gegen die Sowjetunion, 1941-1945*, éd. Argon, 1991, trad. H. Heising.

▶ **Doc 10** – Un rapport de l'*Einsatzgruppe* n°3 en Lituanie au commissariat du Reich d'Ostland.

L'extermination des Juifs d'Europe durant la seconde guerre mondiale

Nombre de victimes selon la cause du décès		
Ghettos		**plus de 800 000**
Ghettos d'Europe de l'Est :	plus de 600 000	
Terezin :	plus de 100 000	
Juifs roumains et soviétiques :	plus de 100 000	
Fusillades à ciel ouvert		**plus de 1 300 000**
Einsatzgruppen (SS et police, armées roumaine et allemande ; fusillades en Galicie, en Serbie et ailleurs, exécutions de prisonniers de guerre)		
Camps		**jusqu'à 3 000 000**
Auschwitz	1 000 000	
Treblinka	750 000	
Belzec	550 000	
Sobibor	200 000	
Chelmno	150 000	
Maïdanek-Lublin	50 000	
Autres camps	150 000	
Roumanie	100 000	
Croatie et autres	moins de 50 000	
TOTAL : 5 100 000		

Nombre de victimes par pays (frontières de 1937)			
Pologne	jusqu'à 3 000 000	Lettonie	70 000
URSS	plus de 700 000	Yougoslavie	60 000
Roumanie	270 000	Grèce	60 000
Tchécoslovaquie	260 000	Autriche	plus de 50 000
Hongrie	plus de 180 000	Belgique	24 000
Lituanie	jusqu'à 130 000	Italie (Rhodes comprise)	9 000
Allemagne	plus de 120 000	Estonie	2 000
Pays-Bas	plus de 100 000	Norvège	moins de 1 000
France	75 000	Luxembourg	moins de 1 000
TOTAL : 5 100 000			

R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Le Seuil, 1992.

Note : Il est très difficile de donner des chiffres exacts. On procède soit par soustraction, en s'appuyant sur les recensements – souvent inexacts – de la population juive des différents pays avant 1940, soit par addition des morts. Tous les historiens pensent aujourd'hui que les chiffres de Hilberg sont sous-estimés car il n'avait pas accès aux archives soviétiques.

▶ **Doc 11** – Une estimation du nombre de victimes selon l'historien américain Raoul Hilberg

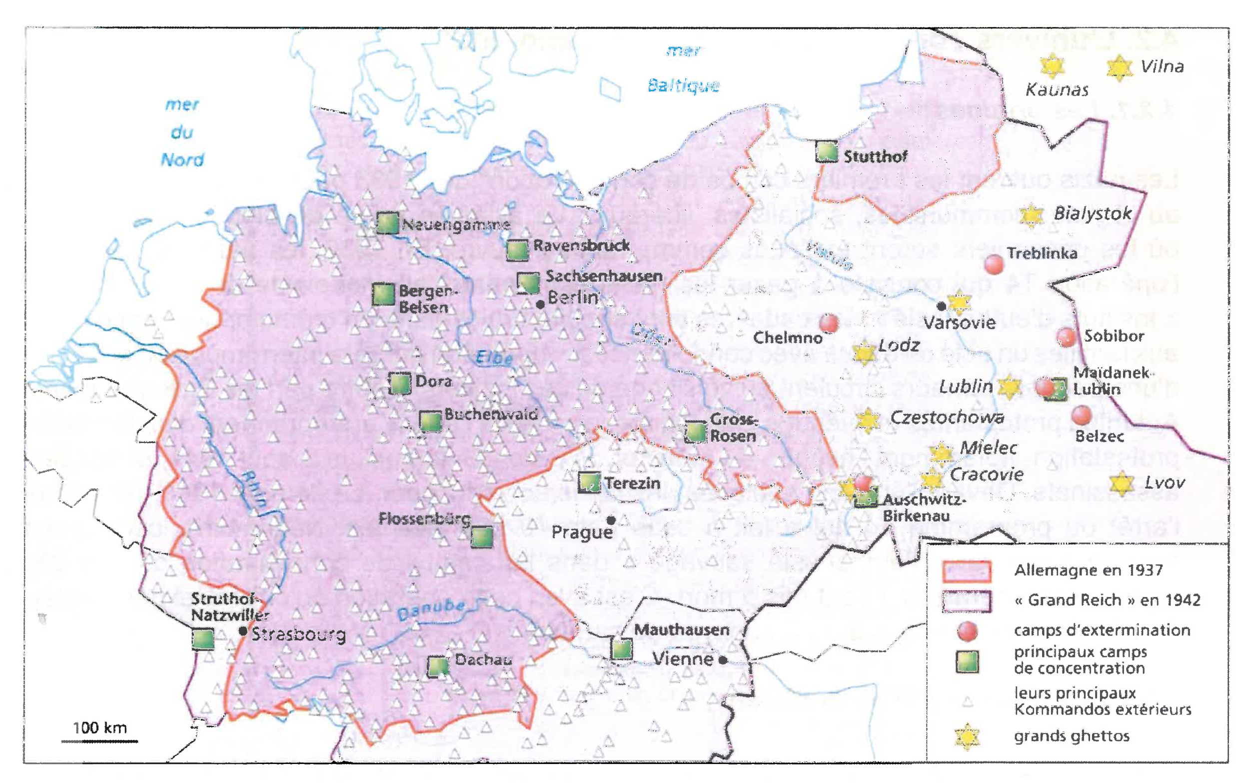
<u>Commentaire du document 11</u>

Le 1er ghetto est créé à Lodz en Pologne dès <u>avril 1940</u> puis les suivants à Cracovie, Lublin et Varsovie en octobre. Le ghetto de Varsovie a compté jusqu'à 500 000 personnes.

La population y est réduite à une mort lente et programmée, de faim, d'épuisement dû au travail obligatoire et de maladie. Pourtant la résistance clandestine s'organise au sein du camp. A l'été 1942, les survivants du ghetto de Varsovie sont transférés dans les camps d'extermination. Devant l'ampleur des rafles quotidiennes, éclate en avril 43 **l'insurrection du ghetto de Varsovie.** Les 43 000 survivants de l'organisation juive de combat (organisation politique clandestine) tiennent tête heroïquement pendant 4 semaines aux SS avec des armes de fortune, avant que le ghetto ne soit réduit en cendres, les insurgés abattus ou déportés au camp de Treblinka.



▶ **Doc 12** – Gare de Birkenau. Arrivée de Juifs hongrois à Auschwitz-Birkenau
Entre le 2 mai et le 9 juillet, plus de 430 000 Juifs ont été déportés à Auschwitz.
Pologne, 1944.
Sur l'organisation du camp, les conditions de détention, voir les documents 15 et 16.



▶ **Doc 13** – Le système concentrationnaire nazi : les camps de concentration et les 6 camps d'extermination, créés sur le territoire polonais



▶ **Doc 14 –** Les convois vers Auschwitz partent de toute l'Europe occupée.

4.2. L'univers concentrationnaire et le génocide*

4.2.1. Les origines

Les nazis ouvrent les premiers camps de concentration* dès 1933 pour y enfermer les opposants au régime (communistes, socialistes, libéraux). Le système va se développer durant la guerre où les prisonniers seront exploités comme main d'œuvre. En 1939, les nazis mettent en place l'opération T4 qui consiste à gazer les malades mentaux au monoxyde de carbone dans des « instituts d'euthanasie », les cadavres sont ensuite brûlés dans un crématorium ; enfin on envoie aux familles un acte de décès avec condoléances... opération qui sera interrompue en août 1941 car d'une part des rumeurs circulent au voisinage de ces instituts, d'autre part les Églises s'émeuvent. Autorités protestantes et évêques catholiques, preuves à l'appui, entreprennent des démarches de protestation, notamment l'évêque de Munster, Mgr Von Galen qui, le 3 août 1941, dénoncera ces assassinats. Devant l'émotion soulevée, les nazis doivent céder. Le 24 août 1941, Hitler ordonne l'arrêt du programme T4 qui a fait à cette date 70 000 victimes. Néanmoins, cela continuera sous la forme de « l'euthanasie sauvage » dans les camps de concentration où des détenus jugés « irrécupérables » sont mis à mort. C'est avec cette opération qu'ont été expérimentées les premières chambres à gaz au monoxyde de carbone.

4.2.2 Le génocide juif ou la Shoah

Dès le 15 septembre 1935 les Juifs sont mis au ban de la société allemande par les lois de Nüremberg qui comprennent deux décrets :

- une *loi de protection du sang allemand et de l'honneur allemand* qui interdit le mariage et les relations sexuelles entre Juifs et « citoyens de sang allemand ou apparentés » de « moins de quarante-cinq ans ». Les Juifs ne peuvent plus arborer le drapeau allemand.
- La *loi de citoyenneté du Reich* qui prive les Juifs du droit de vote et des droits politiques.

Les Juifs sont exclus de l'exercice de certains secteurs professionnels (professions libérales, enseignement). Des peines sont prévues dans ces lois pour tout Allemand contrevenant qui aurait contribué en s'unissant avec un Juif à l' « *abâtardissement* » de la race aryenne ».
Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, suite à l'assassinat le 7, d'un secrétaire de l'ambassade allemande à Paris par un jeune Juif polonais d'origine allemande, Herschel Grynszpan, a lieu la **Nuit de cristal,** gigantesque pogrom orchestré par les nazis sur tout le territoire du Reich : plus de 250 synagogues sont détruites, 7 500 commerces et entreprises exploités par des Juifs saccagés, 91 Juifs assassinés. Des centaines d'autres se sont suicidés ou sont morts, suite à leurs blessures. Près de 30 000 sont déportés en camp de concentration. À ce lourd bilan, il convient d'ajouter l'amende d'un milliard de marks imposée à toute la communauté juive pour « avoir provoqué la juste colère du peuple allemand » ! ...
Avec la guerre, Hitler va mettre en application son grand dessein, à savoir l'extermination totale des Juifs d'Europe. Ce plan va être mis progressivement en place.
Sur le front de l'Est, les *Einsatzgruppen* massacrent systématiquement les populations juives : le plus grand massacre fut celui de Babi Yar près de Kiev en Ukraine (33 771 personnes fusillées dans des fosses le 29 et 30 septembre 1941). Ensuite, ce sont les premiers gazages au monoxyde de carbone dans des camions. Les Juifs de Pologne sont alors regroupés dans des ghettos (Lublin, Lodz, Cracovie, Czestochowa, Kielce...). Le plus important est celui de Varsovie, créé en octobre 1940, qui opposera une résistance héroïque en 1943 avant d'être anéanti (voir doc 11).
Le 20 janvier 1942 à Berlin se tient la **conférence de Wannsee**, réunissant les hauts dignitaires nazis, où est décidée *la **Solution finale*** de la question juive : c'est à dire l'élimination de toute la population juive d'Europe. Désormais, l'extermination se fait à l'échelle industrielle dans des camps d'extermination* situés en Pologne : Chelmno, Treblinka, Sobibor, Maïdanek, Belzec et Auschwitz-Birkenau, ces deux derniers étant **à la fois des camps de concentration et d'extermination**. Les déportés y sont systématiquement gazés au Zyklon B (acide cyanhydrique). Le bilan fixé par le tribunal de Nüremberg a été fixé à six millions en 1946, en fait les recherches les plus récentes ont fixé le chiffre à 5,1 millions de Juifs.

Je suis donc resté dans un groupe de cent quatre-vingt-neuf hommes. Nous avons été emmenés au camp central, celui d'Auschwitz. À l'entrée, nous sommes passés sous un portique portant l'inscription « *Arbeit macht frei*[1] ». À notre passage aux bains, chacun d'entre nous a dû se faire tatouer un matricule et un triangle sur le bras gauche. Mon matricule, comme vous le voyez, est le 79414. Seuls étaient tatoués les prisonniers laissés provisoirement en vie pour les besoins du travail. De plus, tous devaient porter un signe distinctif sur le côté de la poitrine : les Juifs, un triangle rouge surmonté d'un triangle jaune de manière à former une étoile à six branches (signe remplacé plus tard par un triangle rouge marqué d'une bande jaune en sa partie supérieure) ; les Russes, un triangle noir ; les prisonniers politiques, un triangle rouge ; les droits communs, un vert.
Se montrer sur le territoire du camp sans son signe distinctif ou bien le porter à un endroit non réglementaire signifiait s'exposer à une mort certaine. Le premier *SS* venu pouvait se saisir de vous, vous jeter à terre, vous donner des coups de pied au visage et à la poitrine, puis vous envoyer à la chambre à gaz.

Témoignage de M. Tsiroulnitski en 1945, extrait de V. Grossman, *Le Livre noir*, Actes Sud, 1995.

1. « *Le travail rend libre* ».

▶ **Doc 15 –** Les signes d'identité réglementaires à Auschwitz

Le centre du Lager est occupé par l'immense place de l'Appel. C'est là qu'a lieu le rassemblement, le matin pour former les équipes de travail, le soir pour nous compter. En face de la place de l'Appel se trouve une pelouse soigneusement tondue, où l'on dresse la potence en cas de besoin.

Nous avons vite appris que les occupants du Lager se répartissent en trois catégories : les prisonniers de Droit commun, les prisonniers politiques et les juifs. Tous sont vêtus de l'uniforme rayé, tous sont Häftlinge, mais les Droit commun portent à côté du numéro, cousu sur leur veste, un triangle vert ; les politiques un triangle rouge ; les juifs, qui sont la grande majorité, portent l'étoile juive, rouge et jaune. Quant aux SS, il y en a, mais pas beaucoup, ils n'habitent pas dans le camp et on ne les voit que rarement. Nos véritables maîtres, ce sont les triangles verts qui peuvent faire de nous ce qu'ils veulent, et puis tous ceux des deux autres catégories qui acceptent de les seconder, et ils sont légion.

Mais il y a bien d'autres choses encore que nous avons apprises, plus ou moins rapidement selon le caractère de chacun ; à répondre « Jawohl », à ne jamais poser de questions, à toujours donner l'impression qu'on a compris. Nous avons appris la valeur de la nourriture ; nous aussi maintenant nous raclons soigneusement le fond de notre gamelle de soupe, et nous la tenons sous notre menton quand nous mangeons notre pain, pour ne pas en perdre une miette. A présent nous savons nous aussi qu'il y a une belle différence entre une louche de soupe prise sur le dessus de la marmite et une prise au fond, et nous sommes déjà en mesure de calculer, en fonction de la contenance des différents récipients, quelle est la meilleure place à prendre dans la queue.

Nous avons appris que tout sert : le fil de fer pour attacher les chaussures ; les chiffons pour en faire des chaussettes russes ; le papier pour en rembourrer (clandestinement) nos vestes et nous protéger du froid. Nous avons appris du même coup que tout peut nous être volé, ou plutôt que tout est automatiquement volé au moindre instant d'inattention ; et pour nous prémunir contre ce fléau, nous avons dû apprendre à dormir la tête sur un paquet fait de notre veste et contenant tout notre avoir, de la gamelle aux chaussures.

Nous connaissons déjà en grande partie le règlement du camp, qui est incroyablement compliqué ; les interdictions sont innombrables : interdiction de s'approcher à plus de deux mètres des barbelés ; de dormir avec sa veste, ou sans caleçons, ou le calot sur la tête ; d'entrer dans les lavabos ou les latrines « nur für Kapos » ou « nur für Reichsdeutsche » ; de ne pas aller à la douche les jours prescrits, et d'y aller les jours qui ne le sont pas ; de sortir de la baraque la veste déboutonnée ou le col relevé ; de mettre du papier ou de la paille sous ses habits pour se défendre du froid ; de se laver autrement que torse nu.

▶ **Doc 16** – Le témoignage de Primo Levi dans « *Si c'est un homme* » (1947).

Primo-Levi est un chimiste italien antifasciste, de confession juive, arrêté à 24 ans et déporté en Pologne, au camp d'Auschwitz en février 1944. Son témoignage est très précieux sur les conditions de vie et de mort des détenus.

4.3. La sphère de coprospérité asiatique

Les Japonais se présentent comme les libérateurs de la domination européenne : il s'agit d'instaurer « un ordre nouveau » unissant le Japon et ses conquêtes au sein d'un nouveau système d'interdépendance économique qui souderait tous les Asiatiques en éliminant la présence occidentale. Désormais, ils dominent toute l'Asie du Sud-Est et créent la « sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale ».
L'occupation y est souvent très dure : pillages, réquisition de la main d'œuvre et travail forcé (on compte plus de 250 000 morts). Des atrocités sont commises par l'armée, notamment en Manchourie où l'unité 731 se livre à des expériences bactériologiques sur des cobayes humains dans le but de fabriquer des armes biologiques. Les 1ers essais sont faits en infectant les puits des villages chinois avec les germes de la dysentrie.
Le Japon, à l'étroit sur son île, pense avoir besoin de cette arme pour se lancer à la conquête de l'Asie.

5. La victoire des Alliés (1942-1945)

C'est une guerre qui **engage la société toute entière en mobilisant l'ensemble des forces stratégiques, économiques, politiques et psychologiques de chacun** des belligérants.

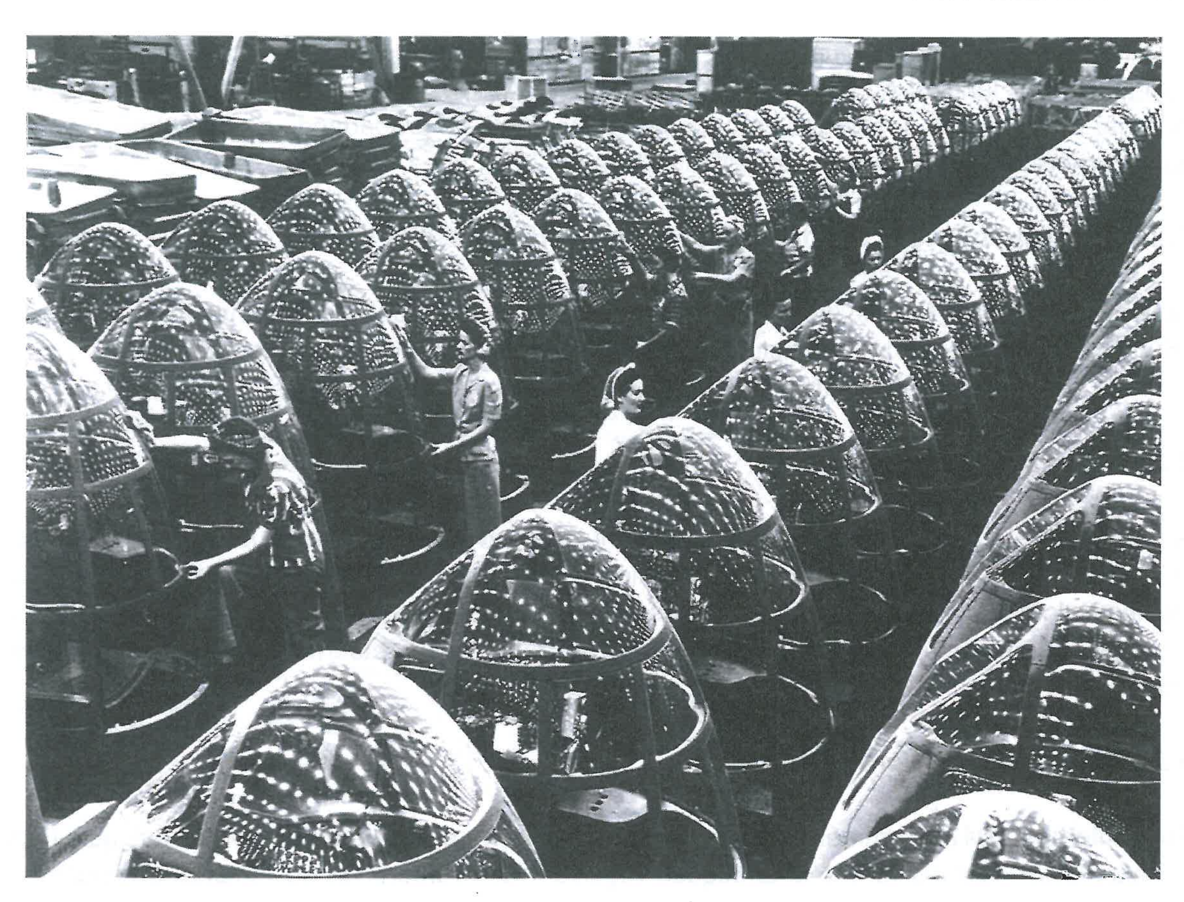
5.1. Une guerre totale

▶ **La mobilisation des hommes** : désormais, les civils sont au cœur de la guerre, ils participent largement à l'effort de guerre et sont réquisitionnés, dans l'industrie ou dans les champs.
Les **États-Unis** sont l'arsenal des Alliés en mettant à leur disposition différents moyens :
- la loi prêt-bail* en mars 1941 qui autorise le gouvernement américain à prêter du matériel de guerre à un pays en guerre.
- le Victory Program lancé en janvier 1942 aboutit à un boom économique considérable.
- leur énorme potentiel industriel tourné vers l'effort de guerre qui permettra la production massive de matériel militaire.
- au total, le quart de la production sera envoyé aux Alliés.

Pour financer ce programme, l'État américain émet des emprunts à taux d'intérêts peu élevés.
Quant à **l'URSS,** elle opère un transfert massif de ses usines à l'Est de l'Oural et en Sibérie occidentale : de juillet à novembre 1941,1500 unités de production sont démontées, transportées et reconstruites. Dix millions de travailleurs sont déplacés, toute la population civile est associée à l'effort de guerre, notamment les femmes qui, en 1942, représentent 53 % de la population active. Ainsi on assiste à une croissance continue de la production industrielle jusqu'à la fin de la guerre. Un tel résultat n'aurait pu être obtenu sans l'existence d'un très vif sentiment patriotique, attisé par la propagande d'État.

L'Allemagne réorganise son économie en janvier 1942 : la coordination en est confiée à *l'Organisation Todt* (du nom de son créateur Fritz Todt) dirigée par Albert Speer. Ce dernier planifie la production d'armements mais l'industrie allemande manquant de main-d'œuvre va en recruter dans les pays occupés : plus de 12 millions d'Européens iront travailler en Allemagne, au titre du travail obligatoire.

▶ **Une guerre technologique** : la guerre a stimulé la recherche scientifique :
- développement du radar
- mise au point de bombes volantes par les Allemands, les V1 et V2, d'avions à réaction.
- les États-Unis consacrent des sommes considérables à la recherche scientifique. La chimie fait des progrès spectaculaires : explosifs, insecticides (DDT), le nylon, les antibiotiques sont produits massivement. L'âge de l'électronique commence avec les outils de détection et d'interception du trafic radio. Enfin c'est le début de l'ère nucléaire avec le programme Manhattan, sous la direction de Robert Oppenheimer, qui conduira à la fabrication de la bombe atomique en 1945.



▶ **Doc 17 –** Les Usines Boeing à Seattle, sur la côte Pacifique des États-Unis, 1942

	1940	1941	1942	1943	1944
Allemagne :					
- Acier (millions de t.)	21,5	32	32	35	28
- Avions de combat	10200	12400	15400	24800	37950
- Chars	2200	5120	9400	19900	27300
États-Unis :					
- Acier (millions de t.)	60	65	76	79	80
- Avions de combat	2140	19400	47700	86000	95000
- Chars	346	4000	25000	29500	17600
URSS :					
- Acier (millions de t.)	18	14	5	8	11
- Avions de combat		3950	25450	34900	40300
- Chars	2800	4750	24700	24000	29000

▶ **Doc 18** – L'effort de guerre : production d'acier et d'armement entre 1940 et 1944

Commentaire du document :

Dès 1942, assez tardivement donc (car elle croyait à une guerre courte), l'Allemagne entre dans une économie de guerre totale, orientant les matières premières vers l'armement : la production de chars triple entre 1942 et 1944, celle des avions fait plus que doubler.

La mobilisation industrielle est considérable aux États-unis à partir de 1941 : c'est le « Victory Program » qui permet de résorber le chômage, né de la grande crise de 1929.

L'URSS subit la guerre sur son territoire mais le choc de l'attaque allemande est amorti par le développement industriel de l'Est du pays et l'extraordinaire mobilisation de la population, d'où une progression continue de la production de chars et d'avions entre 1942 et 1944.

▶ **La guerre psychologique** : pour maintenir le moral des troupes et des populations, les belligérants se lancent dans une guerre psychologique intense, utilisant la presse, la radio, le cinéma. Cette guerre des ondes va opposer les services de propagande de Goebbels et la BBC qui incarnera la voix de la résistance et diffusera en 29 langues.

5.2. Le retournement au profit des Alliés : 1942-1943

Le 1er janvier 1942, Roosevelt prend l'initiative d'une déclaration des Nations Unies, signée par 26 nations. Il insiste sur une complète victoire et sur une coopération accrue entre Alliés.
L'année 1942 est une année décisive, qui marque un tournant dans la guerre.

5.2.1. Dans le Pacifique

À partir de mai 1942, les Américains reprennent l'offensive dans le Pacifique. En mai 1942, dans la Mer de Corail, en juin 1942 c'est la bataille de Midway, de juillet 1942 à février 1943, ce sont les îles Salomon sont l'enjeu pour la possession de Guadalcanal. Ces succès américains font que les Japonais ne peuvent débarquer en Australie et marquent un retournement de situation dans le Pacifique.

5.2.2. En Afrique du Nord

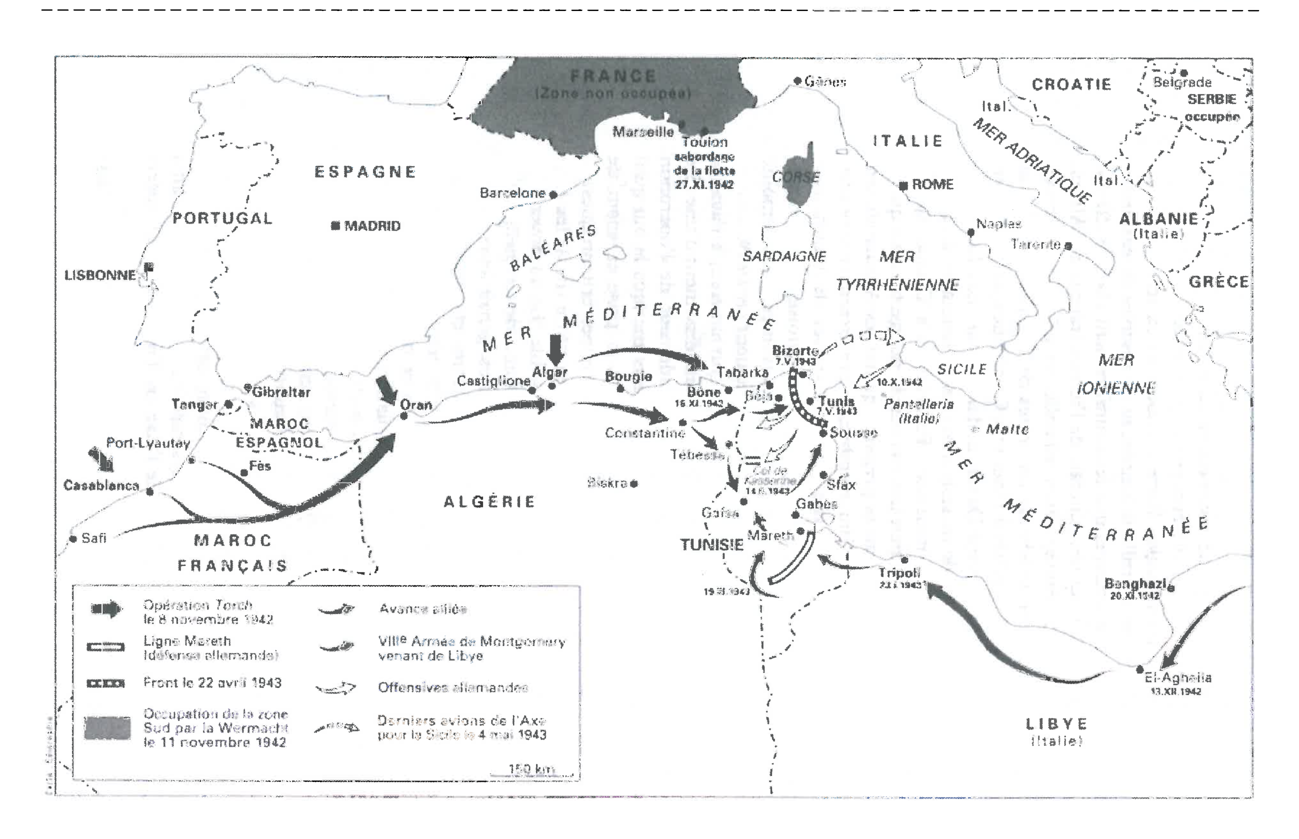
Au printemps 1942, Rommel a réalisé son avancée maximum en Égypte : il est aux portes d'Alexandrie. Mais les forces britanniques reçoivent des renforts et du matériel américain. Fin octobre 1942, le général Montgomery lance l'offensive et il affronte Rommel devant *El Alamein* le 23 octobre. Après douze jours de durs combats, Montgomery est victorieux sur les troupes du général Rommel dont la déroute sera totale.
Du 8 au 11 novembre 1942 a lieu le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord. C'est l'*opération TORCH* : 100 000 hommes sous le commandement du général Eisenhower prennent pied au Maroc et en Algérie, allant de succès en succès. En mai 1943, les Alliés pénètrent dans Tunis et chassent les forces de l'Axe d'Afrique du Nord.

5.2.3. Stalingrad : le tournant de la guerre en Europe

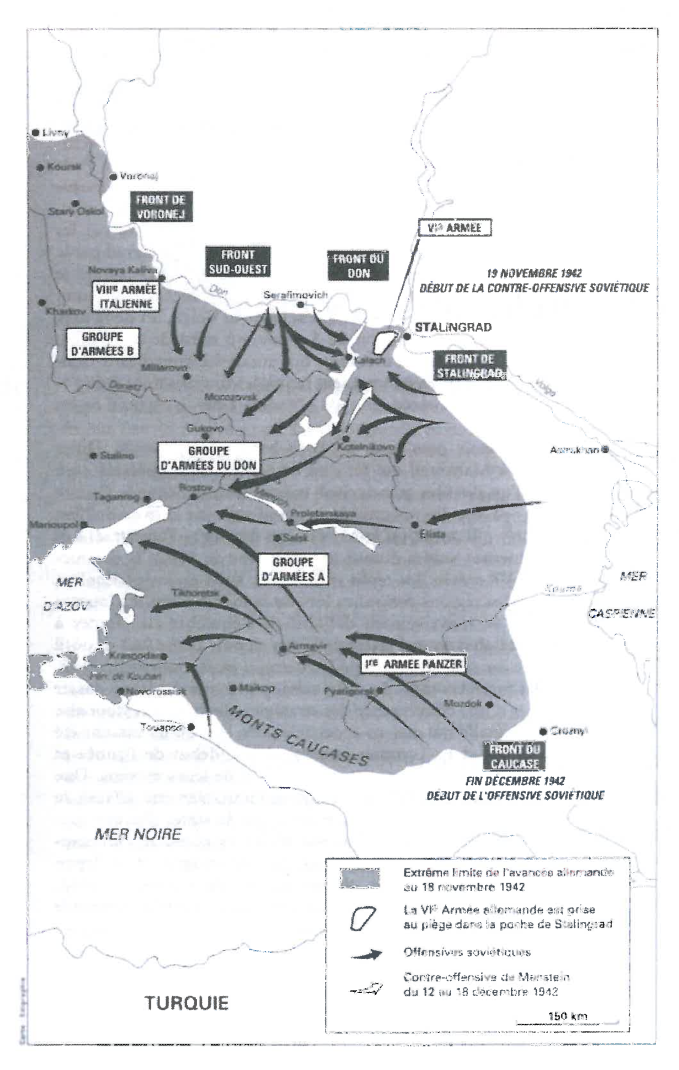
En août 1942, les Allemands atteignent Stalingrad sur la Volga ; l'offensive est menée par le général von Paulus. Les Soviétiques vont alors leur opposer une résistance acharnée. Le 19 novembre, commence la contre-offensive soviétique, qui s'achèvera le 2 février 1943 par la victoire des soldats russes. Cette victoire a eu un très gros impact psychologique sur les dirigeants nazis : c'était la Wehrmacht dans toute sa puissance qui avait été battue. Cette victoire montrait la puissance retrouvée de l'Armée Rouge, et traduisait aussi en termes militaires la puissance reconstituée de l'industrie soviétique et l'efficacité du régime dans la guerre. La victoire de Stalingrad n'est que l'épisode le plus retentissant de l'offensive soviétique début 1943, en fait c'est tout le front qui s'est ébranlé en même temps, partout la Wehrmacht a cédé du terrain. Le retentissement de Stalingrad a été considérable dans le monde entier, l'URSS retira de cette victoire un immense prestige.

5.2.4. La situation début 1943

Dans la première phase de la guerre, l'Allemagne avait donné le ton : la « guerre totale » signifiait l'engagement sans réserve de toute la nation allemande derrière son Führer, tout devait être sacrifié aux succès militaires du Reich, avec une intense propagande et la systématisation de la terreur pour réprimer toute opposition.



▶ **Doc 19 –** La retraite de l'Axe en Afrique du Nord : novembre 1942 - mai 1943



▶ **Doc 20 –** Le début de la retraite allemande

Les Américains et les Russes ont introduit **un autre type de « guerre totale »**, par l'orientation de toute l'économie du pays vers la production des armes, des munitions, et du matériel de guerre. Les civils mobilisés dans les usines deviennent les artisans majeurs du succès militaire. La plus grande puissance économique du monde devient ainsi également la première puissance militaire. Quant à l'URSS, elle a manifesté une étonnante résistance à encaisser les coups les plus durs, sa capacité industrielle demeure remarquable, sa population fait preuve d'un patriotisme sans faille qui est un atout sur le plan militaire. Enfin, dans toute l'Europe occupée, la guerre des armées se double d'une lutte souterraine des peuples qui vont entrer en résistance.

5.2.5. Les résistances en Europe

La Résistance* extérieure : c'est Londres qui devient la capitale de la Résistance : on y trouve tous les représentants des gouvernements en exil : polonais, tchèque, norvégien etc.
Le général de Gaulle s'y est installé le 17 juin 1940 et le 18, il lance le premier grand appel à la résistance. Il est reconnu chef des « Français libres » par Churchill le 26 juin 1940. C'est la BBC qui sera la voix de la Résistance.

La Résistance* intérieure : elle revêt un aspect politique. Il s'agit non seulement de lutter contre l'occupant, mais également de combattre le fascisme afin de l'éradiquer. Elle va regrouper des démocrates de toutes tendances ainsi que les communistes.
Elle fournit des renseignements, elle est engagée dans la lutte armée et le sabotage.
En Yougoslavie, la résistance communiste devient dominante, elle est conduite par Tito qui reçoit le soutien des Britanniques. En Grèce, elle est conduite par les royalistes et le parti communiste, en Italie elle se développe à partir de 1943 et regroupe démocrates et communistes. Il en sera de même en France où elle se développera de façon significative à partir de 1942.
Les résistants sont traqués par la Gestapo, la répression est impitoyable et se traduit par l'arrestation et l'exécution de civils en représailles.

6. La marche vers la victoire

6.1 La supériorité économique des Alliés sur les forces de l'Axe

Les Allemands et les Japonais se livrent systématiquement au pillage économique des pays vaincus et exploitent la main d'œuvre. En Europe, Albert Speer dirige le ministère allemand des armements et de la production de guerre à partir de 1942 et c'est Fritz Sauckel qui sera chargé du recrutement de la main d'œuvre : 3 millions de travailleurs français seront envoyés en Allemagne pour le STO* (Service du Travail Obligatoire) par exemple.
Malgré cela les Alliés vont avoir l'avantage sur le plan économique : l'URSS développe ses industries dans les régions situées à l'Est de l'Oural et en Sibérie occidentale, entraînant un accroissement notable de l'armement.
L'élément décisif est le poids de l'économie américaine : grâce au Victory Program mis en place en janvier 1942, les usines ne vont pas cesser de produire du matériel militaire et d'en livrer aux alliés, leur apportant une aide décisive.



« Il n'est rien d'aussi indigne d'un peuple civilisé que de se laisser, sans résistance, régir par l'obscur pouvoir d'un despote » (extrait du premier tract de « La rose blanche »).

▶ **Doc 21** – Une résistante allemande, Sophie Scholl, étudiante catholique de 21 ans. Fondatrice avec son frère du groupuscule de résistance « la rose blanche ». Ils seront décapités par les nazis avec leur ami Christoph Probst le 22 février 1943.



▶ **Doc 22** – Sabotage d'une voie ferrée près de Pau par la résistance pendant la guerre.

Josip Broz, dit Tito (*1892-1980*)

Un des fondateurs du Parti communiste yougoslave dont il devient le secrétaire général en 1937. Tito organise la résistance à l'occupant, dès l'occupation de son pays par les nazis en 1941. Soutenu par Churchill, il combat à la fois les Allemands, leurs alliés croates et les résistants royalistes, qu'il réussit à éliminer. Après la guerre, il dirige la Yougoslavie communiste mais s'éloigne de l'URSS en 1948.

▶ **Doc 23** – biographie de Tito

6.2. La dernière attaque allemande à l'Est et ses conséquences

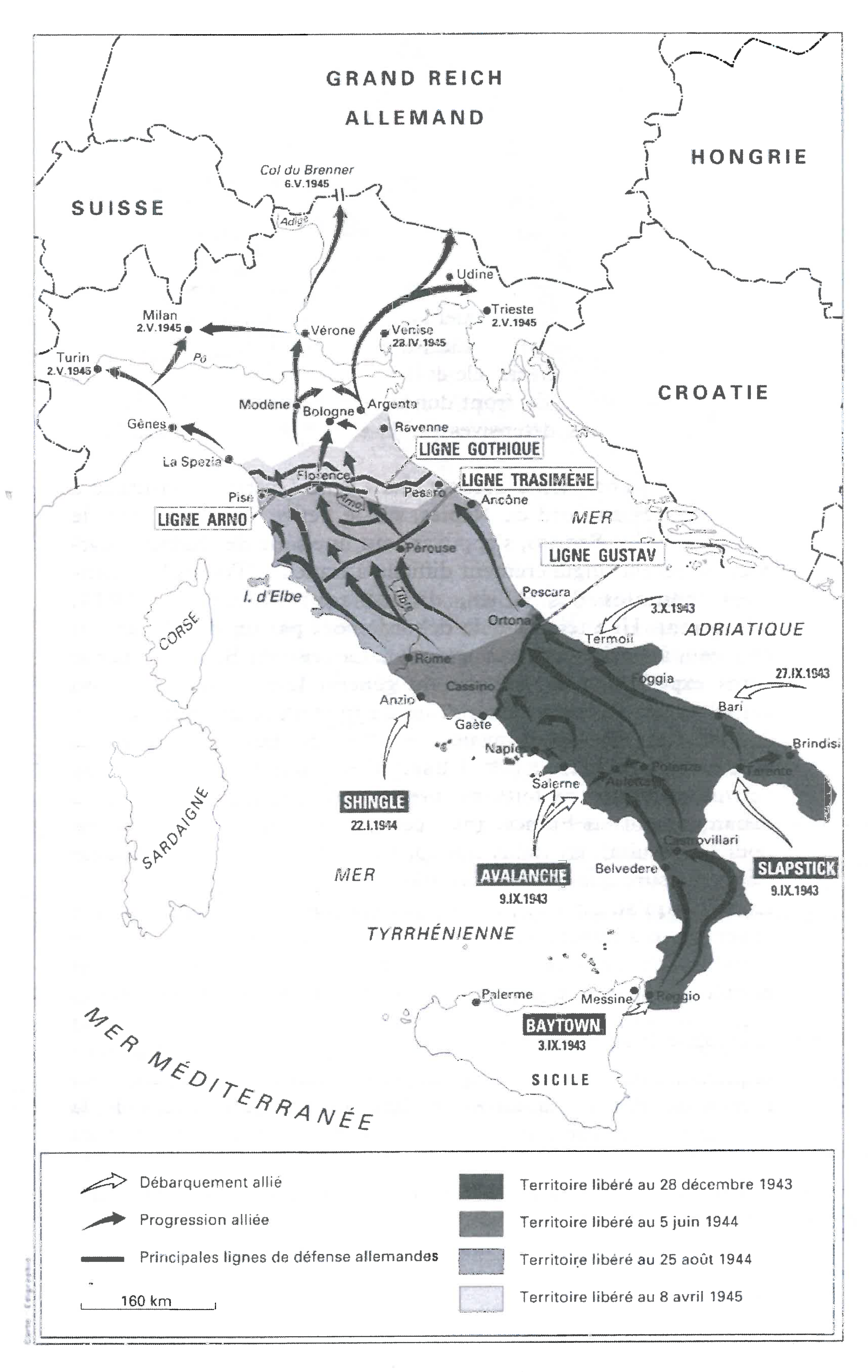
Hitler attaque Koursk (URSS) en **juillet-août 1943,** ce sera la plus grande bataille de chars de l'histoire qui se soldera par un échec pour les Allemands et ouvrira la voie à une suite ininterrompue de succès soviétiques : on peut parler de déferlement des troupes soviétiques vers l'Ouest. **À l'été 1944**, le territoire soviétique est presque totalement libéré. Considérant l'arrivée des Soviétiques proche, la résistance polonaise organise le soulèvement armé le 1er août 1944 et ainsi commence **l'insurrection de Varsovie.** Elle s'accompagne de la sortie de la clandestinité des structures de la Résistance et de l'État clandestin ainsi que de l'établissement des institutions de l'État polonais sur le territoire de Varsovie libre. L'insurrection est écrasée par les Allemands et les insurgés capitulent le **2 octobre**. L'Armée Rouge* entre à Bucarest le 28 août, la Finlande signe l'armistice le 2 septembre et début novembre les Russes occupent tous les Pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie). Le 6 septembre en Yougoslavie, elle fait la jonction avec les partisans de Tito et entre à Sofia en Bulgarie le 18 septembre. La Hongrie est envahie début octobre et capitule le 25 janvier 1945. Cette **libération de l'Europe de l'Est par les Soviétiques** sera lourde de conséquences pour l'après-guerre.

6.3. La conférence de Téhéran : 28 novembre-1er décembre 1943

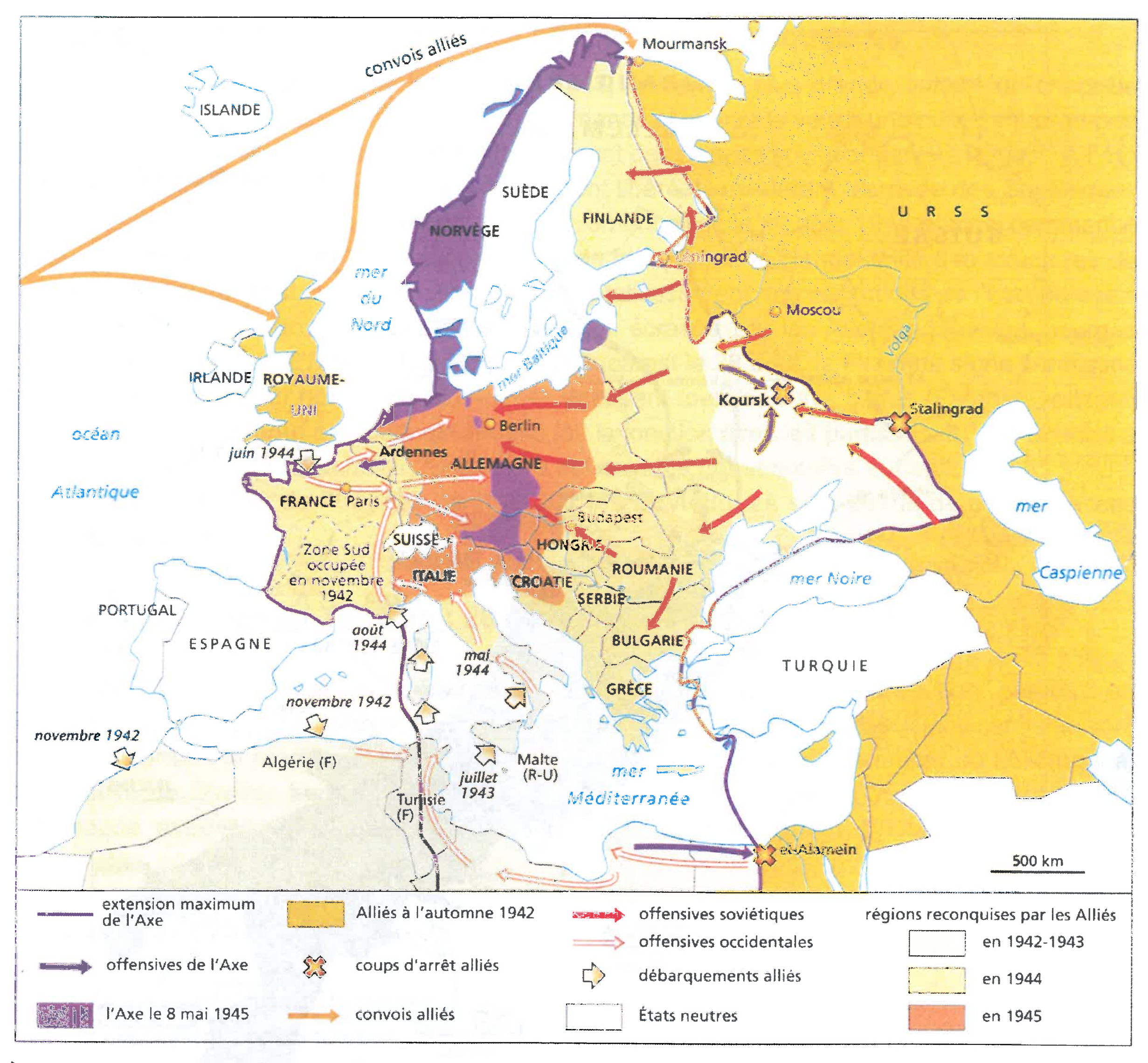
Elle réunit Churchill, Roosevelt et Staline et deux débarquements en France sont prévus : en Normandie (opération Overlord) et en Méditerranée (opération Anvil). Des décisions capitales sont prises concernant la modification des frontières polonaises et le démembrement de l'Allemagne, à l'initiative de Staline. La Pologne voit ses frontières déplacées vers l'Ouest au détriment de l'Allemagne avec une large façade maritime sur la Baltique. Quant à l'Allemagne, elle est démantelée.

6.4. La défaite italienne

Le 9 et 10 juillet 1943, a lieu le débarquement des Alliés en Sicile. En Italie, Mussolini doit faire face à un mécontentement grandissant de la population, lié à la dégradation de l'économie italienne : hausse des prix, restrictions alimentaires, qui s'exprime dans les grèves de mars 1943 à Turin et Milan. Une opposition politique se manifeste au sein même du parti fasciste. Un complot se noue contre Mussolini, demandant sa démission le 25 juillet 1943 devant le Grand Conseil du fascisme qui le destitue. Le roi Victor Emmanuel III désigne alors le maréchal Badoglio comme chef du gouvernement avec les pleins pouvoirs militaires ; ce dernier fait arrêter le Duce. Le parti fasciste, le Grand Conseil du fascisme, la milice sont dissous : c'est la fin du régime.
Le 3 septembre, Badoglio signe l'armistice avec les Alliés, mais les Allemands vont alors occuper le Nord et le centre de la péninsule, ralentissant considérablement la marche des Alliés. La résistance allemande sera particulièrement dure autour du Monte Cassino et de son monastère sur la route de Rome : les combats commencent le 17 janvier 1944, il tombe le 18 mai. Les Alliés ont perdu 115 000 hommes (tués et blessés), et les Allemands 60 000. Le 20 mai, les Allemands qui battent en retraite voient leur situation s'aggraver le 23 avec la percée des troupes alliées encerclées depuis janvier à Anzio. La route de Rome est ouverte, et le 4 juin 1944, la capitale italienne est occupée. Peu après, 5 divisions sont retirées d'Italie pour participer à l'opération Anvil : l'invasion du Sud de la France.
Mussolini est libéré le 12 septembre 1943 par un commando allemand. Sur le lac de Garde à Salò, il fonde « la République sociale italienne », État fantoche sous protection allemande. Il est arrêté et exécuté avec sa maîtresse Clara Petacci par des partisans italiens. Ramenés à Milan, leurs corps sont pendus par les pieds et exhibés dans une station service, où l'année précédente, quinze partisans avaient été fusillés et exposés en représailles pour un attentat contre les Allemands.



▶ **Doc 24** – La lente avancée en Italie : septembre 1943 - mai 1945



▶ **Doc 25** – La victoire des Alliés en Afrique du Nord et en Europe (1942-1945)

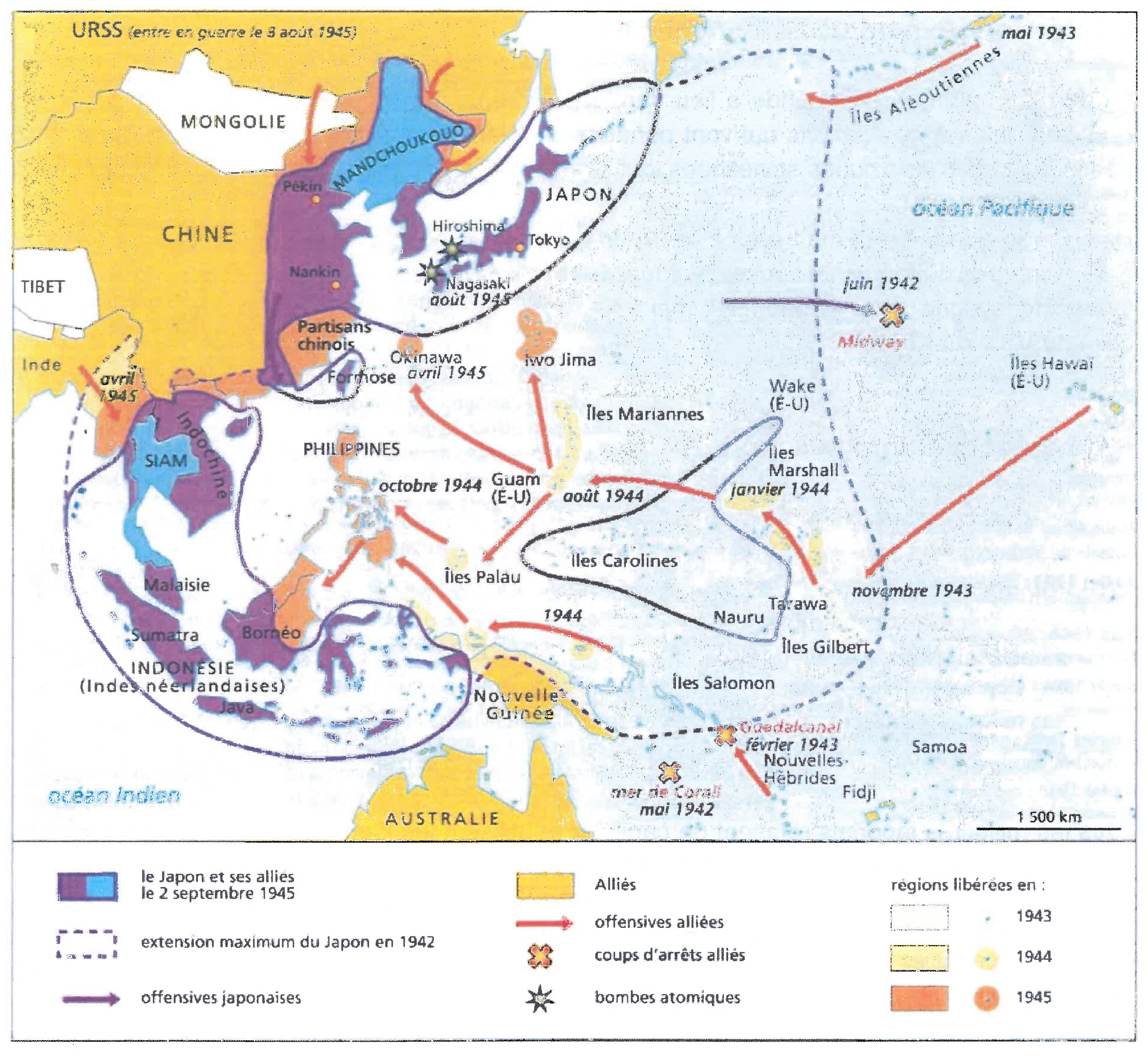
☞ **Point Méthode** : Que nous apprend cette carte historique ?

➢ Le titre et la légende sont les **outils essentiels d'analyse.**

- **Le titre** indique **le sujet** (la victoire des Alliés) **et l'espace** (l'Afrique du Nord et l'Europe) **concerné. C'est une carte** qui **décrit** l'évolution d'une situation (ici, les étapes qui ont conduit à la victoire), **pendant une période donnée** (1942-1945).

- **La légende**, réalisée avec des aplats de couleurs, traits, flèches, **met en valeur les offensives alliées**.

Pour commenter la carte, et expliquer **comment les Alliés ont remporté la victoire entre 1942 et 1945**, il suffit alors de **suivre chacune des rubriques** de la légende.



▶ **Doc 26** – La victoire des Alliés dans le Pacifique, 1942-1945

Point Méthode : Que nous apprend cette carte ?

En 1942, le Japon domine l'Asie du Sud-est et le Pacifique occidental, menace l'Inde et l'Australie : ses offensives sont indiquées par des flèches et son extension délimitée par des pointillés violets sur la carte.

La bataille de Midway en juin 42 sonne l'arrêt de l'expension nippone dans le Pacifique :
c'est ce qu'indique le sigle coups d'arrêt alliés.

La carte montre bien l'avancée des Américains, qui progressent d'île en île vers le Japon : flèches rouges.

L'utilisation de l'arme atomique à Hiroshima puis à Nagasaki (sigle sur la carte), les 6 et 9 août 1945, met fin au conflit dans le Pacifique. Le 2 septembre, Le Japon capitule.

6.5. L'effondrement de l'Allemagne nazie

La dernière offensive allemande a lieu dans les Ardennes en décembre 1944, refoulée par les Français et les Anglo-Saxons qui vont pénétrer en Allemagne et franchir le Rhin en mars 1945. La jonction avec les troupes soviétiques, qui n'ont cessé de progresser à l'Est, se fait sur l'Elbe le 25 avril 1945.
Hitler se suicide avec sa maîtresse Eva Braun dans son bunker le 30 avril 1945, Berlin est libérée par les troupes du Maréchal Joukov le 2 mai 1945.
L'Allemagne signe la capitulation le 7 mai à Reims au QG d'Eisenhower et le 8 mai à Berlin dans celui du Maréchal Joukov.

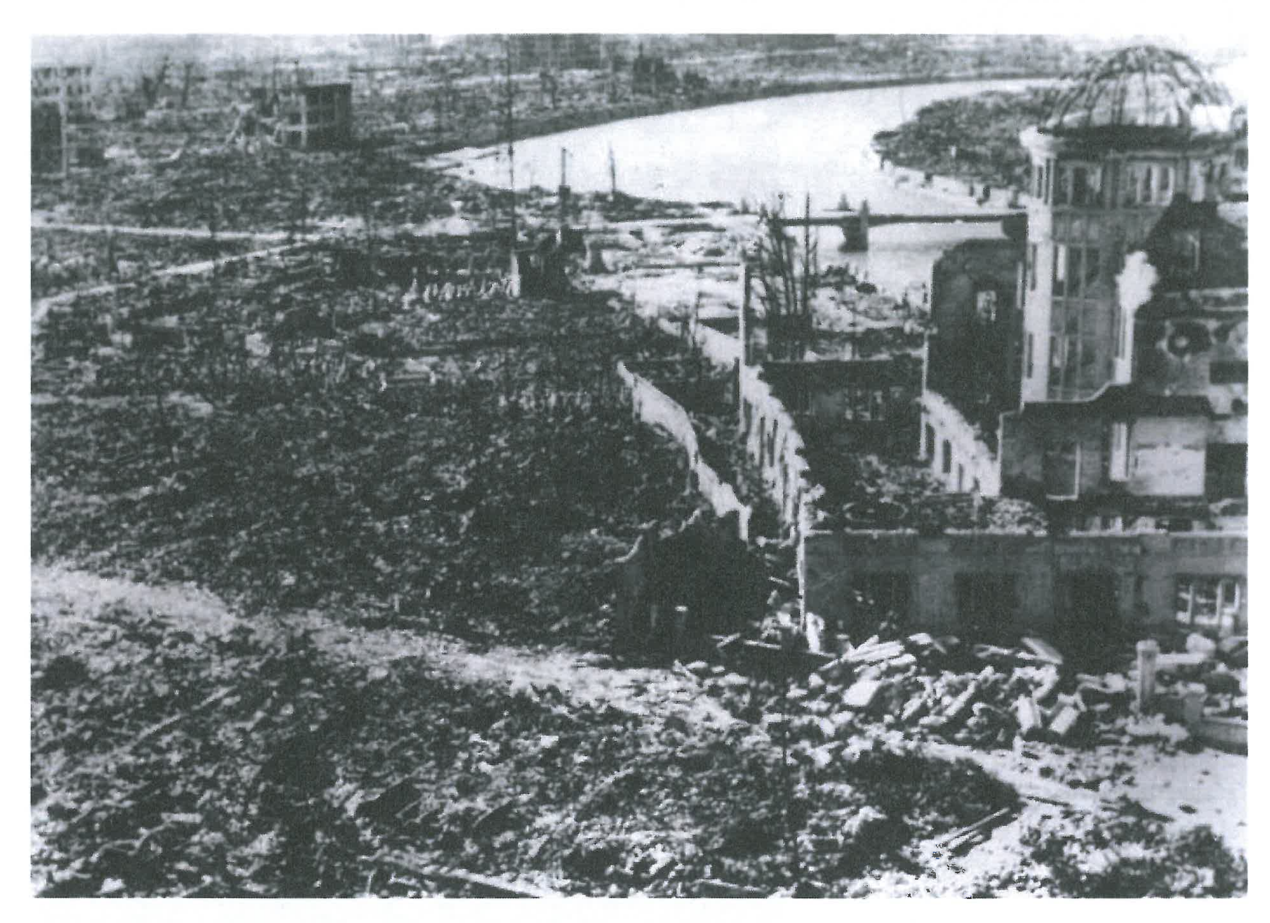
6.6. La capitulation du Japon

Les Américains progressent dans le Pacifique en 1944. L'amiral Nimitz adopte la technique « du saut de mouton », consistant à reconquérir petit à petit les différents archipels :
voir carte document 26 :
- les îles Gilbert en novembre 1943
- les îles Marshall en janvier 1944
- Guam en septembre 1944
- les Philippines en octobre 1944
- Iwo Jima en février 1945, puis Okinawa en avril- juin 1945 aux portes du Japon.

Mais les militaires japonais refusent de capituler et utilisent les kamikazes (avions-suicides) pour détruire les navires américains. Le commandement américain estime qu'un débarquement exigerait 18 mois et des pertes énormes. Le président Truman qui a succédé à Roosevelt, mort le 12 avril, décide de bombarder Tokyo dans la nuit du 9 et 10 mars 1945 et d'utiliser l'arme atomique sur Hiroshima le 6 août 1945, causant instantanément la mort de 70 000 personnes. Le 9 août, une seconde bombe larguée sur Nagasaki fera 40 000 morts et 60 000 blessés.
L'URSS, conformément aux engagements pris lors des accords de Yalta en février 1945, déclare la guerre au Japon le 8 août et pénètre en Chine et en Corée, en effectuant une fulgurante percée, écrasant sans peine les troupes japonaises, quelques heures avant le bombardement de Nagasaki.

La reddition sans condition du Japon survient le15 août 1945. Dans son allocution radiodiffusée, l'Empereur Hirohito s'adresse pour la première fois en personne à ses sujets, annonçant la capitulation du pays.

Les actes de capitulation sont officiellement signés le 2 septembre sur le pont de l'USS Missouri dans la baie de Tokyo : la seconde guerre mondiale est terminée.



▶ **Doc 27** – La ville de Hiroshima au Japon, après le bombardement atomique du 6 août 1945

L'explosion atomique a 3 effets dévastateurs :

- D'abord la chaleur. Au sol la température atteint plusieurs milliers de degrés sous le point d'impact : dans un rayon d'un kilomètre, tout est instantanément réduit en cendres. Jusqu'à 4 kilomètres de l'épicentre, bâtiments et humains prennent feu spontanément. Les personnes situées dans un rayon de 8 kilomètres souffrent de brûlures au 3e degré.
- Le 2e effet, c'est l'onde de choc qui réduit tout en poussière dans un rayon de 2 kilomètres : sur les 90 000 bâtiments de la ville d'Hiroshima, 62 000 sont entièrement détruits.
- Le 3e effet, encore très méconnu en 1945, c'est le développement des cancers et leucémies, des mois, voire des années, après l'explosion.

DEUXIÈME CHAPITRE

LA FRANCE DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE



◀ **Doc 28** – L'entrevue Hitler-Pétain à Montoire-sur-le-Loir (Loir et Cher), le 24 octobre 1940, marque le début de la collaboration d'État, à la fois économique, militaire, politique et policière.



◀ **Doc 29** – Le général de Gaulle à la tête d'un cortège regroupant les FFI et les forces de la deuxième division blindée de Leclerc, descendant les Champs-Élysées le 26 août 1944.

Plan du chapitre

1. **La guerre et ses implications dans la vie politique française**
2. **L'État français : un régime personnalisé, autoritaire et antidémocratique**
3. **Le tournant 1942-1943**
4. **1944 : l'année de la libération**

1. La guerre et ses implications dans la vie politique française

1.1. L'offensive allemande et ses conséquences

Le 10 mai 1940, les Allemands attaquent en Hollande et en Belgique et pénètrent rapidement en France, provoquant l'exode des populations vers le Sud.
Entre le 15 mai et le 20 juin, environ huit millions de personnes se sont enfuies sur les routes. Les Français sont désemparés, l'année 1940 restera gravée comme l'année de l'exode. Au même moment l'Italie déclare la guerre à la France le 10 juin.

1.2. Le gouvernement et l'armistice*

Le gouvernement, dirigé par Paul Reynaud,s'est réfugié à Bordeaux le 15 juin.
Le 16, Reynaud démissionne, il est remplacé par le Maréchal Pétain, partisan de l'armistice qui, le lendemain, forme son gouvernement. De Gaulle, alors sous-secrétaire d'État à la défense nationale, en désaccord avec l'armistice, s'envole pour Londres.
Pétain demande l'armistice le 17 juin ; il sera signé le 22 juin à Rethondes, dans le même wagon où l'avait été, en novembre 1918, celui imposé par les Alliés à l'Allemagne. Les Allemands exigent l'établissement d'un acte semblable avec l'Italie le 24 juin.
L'armistice entre en vigueur le 25 juin. Le même jour, le Maréchal Pétain annonce aux Français qu' « un ordre nouveau commence ». La grande majorité des Français, traumatisée par la guerre, accepte l'arrêt des hostilités.
Les troupes sont désarmées, le matériel de guerre livré intact, les frais d'entretien des troupes d'occupation allemandes seront à la charge du gouvernement français ; enfin la France doit livrer au Reich tous les ressortissants allemands qui avaient fui le régime et s'étaient réfugiés sur son sol.
Le territoire français est divisé en deux zones par la ligne de démarcation* qui est infranchissable sans Ausweis (laissez-passer) :

- *La zone occupée (ou « la zone Nord »)* sous contrôle Allemand : cette zone est placée sous l'autorité du gouverneur militaire de Paris et couvre environ 55 % du territoire.
- *La zone libre (ou « la zone Sud »)* : le gouvernement français est installé le 2 juillet 1940 à Vichy qui devient en quelque sorte la « capitale » de la zone libre, familièrement appelée « zone nono » (pour non occupée).

1.3. La mort de la III[e] République et la naissance du régime de Vichy

Le 23 juin 1940, Pierre Laval est nommé Ministre d'État et vice-président du Conseil. Il propose de réformer la constitution et pour cela convoque le parlement à Versailles.

Le 10 juillet 1940, le Parlement (Chambre des députés et Sénat) vote les pleins pouvoirs au gouvernement du maréchal Pétain : c'est l'acte de décès de la IIIe République. Seuls 80 parlementaires sur 850 ont voté contre le projet.
Pétain promulgue « l'État français » un mois plus tard le 11 juillet 1940. À 84 ans, il dispose d'une autorité absolue pour appliquer son programme.

Article premier - Le gouvernement français ordonne la cessation des hostilités contre le *Reich* allemand, sur le territoire français, comme sur ses possessions coloniales [...]

Article 2 - Pour assurer les intérêts du *Reich* allemand, le territoire français situé au nord et à l'ouest de la ligne tracée sur la carte ci-annexée sera occupé par les troupes allemandes. [...]

Article 3 - Dans les régions françaises occupées, le *Reich* allemand exerce tous les droits de la puissance occupante. Le gouvernement français s'engage à faciliter par tous les moyens l'exercice de ces droits ainsi que l'exécution avec le concours de l'administration française. Le gouvernement français invitera immédiatement toutes les autorités et tous les services administratifs français du territoire occupé à se conformer aux règlements des autorités militaires allemandes et à collaborer avec ces dernières d'une manière correcte.

Article 19 - Le gouvernement français est tenu de livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du *Reich* et qui se trouvent en France.

▶ **Doc 30** – L'armistice signé le 22 juin 1940



▶ **Doc 31** – Les camps d'internement en France (liste non exhaustive) regroupent aussi bien des républicains espagnols réfugiés, des ressortissants allemands ou autrichiens que des opposants politiques (gaullistes, communistes, syndicalistes.)

2. L'État français : un régime personnalisé, autoritaire et antidémocratique

En 1940, Pétain est populaire : il bénéficie de l'adhésion de l'opinion qui est traumatisée par la défaite ; il apparaît comme un père, le sauveur de la patrie et un rempart contre les Allemands. Dès les débuts du nouveau régime, son culte va se développer : portrait dans les lieux publics, les rues, les écoles où l'on chante « Maréchal nous voilà devant toi, le sauveur de la France ». Pour le nouveau chef de l'État, il faut rompre avec le régime précédent, responsable des malheurs de la France : « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi. On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur » déclare-t-il le 20 juin 1940, remettant en cause le Front populaire ; il faut donc procéder « à un redressement intellectuel et moral ».
C'est ce qu'il va faire en mettant en place la Révolution nationale, rompant avec la morale républicaine et ses principes.

2.1. La Révolution nationale*

2.1.1. Travail - Famille - Patrie

La nouvelle devise « Travail-Famille-Patrie » remplace « Liberté-Égalité-Fraternité ».
La renaissance de la France doit être fondée sur le retour aux valeurs éternelles, dénaturées, selon Pétain, par la démocratie.

Le travail est mis en valeur, notamment celui des artisans et de la paysannerie. Le retour à la terre est prôné comme fondement des valeurs éternelles de la France : « La terre, elle, ne ment pas » proclame le maréchal. En décembre 1940, les paysans sont regroupés dans *la Corporation paysanne*, permettant un contrôle plus étroit de l'État sur le monde agricole.
La *Charte du Travail,* promulguée en octobre 1941, postule la solidarité entre les ouvriers et le patronat, met fin aux syndicats remplacés par un syndicat unique et obligatoire pour toutes les catégories de salariés.

La famille est exaltée, les familles nombreuses sont mises à l'honneur et le taux des allocations familiales passe de 20 % à 30 % du salaire départemental à partir du 3e enfant. Interdiction d'embauche de femmes mariées dans les services de l'État, les collectivités locales ou territoriales. Obligation pour les femmes de plus de 50 ans de prendre leur retraite. L'allocation de mère au foyer est transformée en allocation de salaire unique et étendue aux femmes d'artisans et d'agriculteurs. Il est interdit de divorcer avant un délai minimum de 3 ans de mariage. Restriction des causes de divorces.
L'avortement est un « crime contre la sûreté de l'État ».

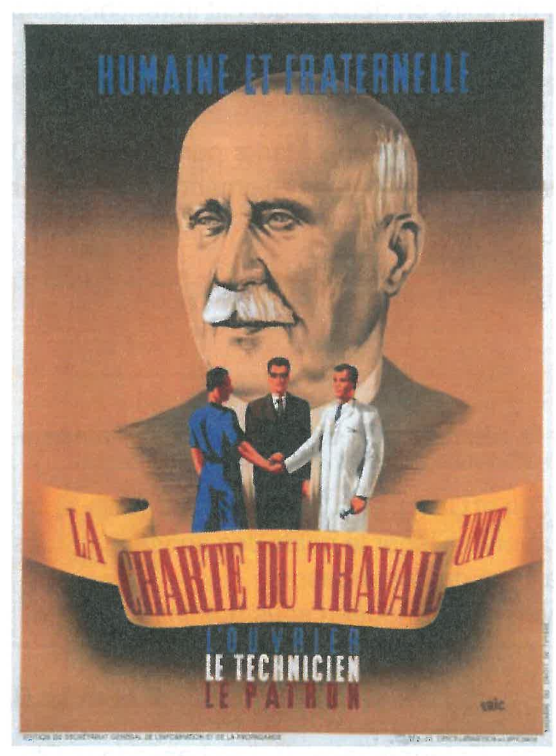
La patrie : elle s'incarne dans le chef et elle est liée au sol. Un vrai Français ne peut qu'être né sur le sol de France et doit communier avec la pensée du Maréchal, chef de l'État.
L'école est donc réorganisée : les instituteurs sont accusés de propager les valeurs républicaines et donc la subversion, en conséquence les Ecoles normales sont fermées, les manuels révisés, la pédagogie assortie de leçons de morale. Les écoliers doivent chanter « Maréchal, nous voilà... »
Tout ce qui peut rappeler l'ordre banni du temps de la république est effacé, comme la tradition d'une France terre d'accueil. La nation doit être "purifiée" de ses éléments désignés comme "impurs" : communistes, socialistes, francs-maçons défenseurs des valeurs de la IIIe république et d'un idéal de fraternité, étrangers. Toute liberté de pensée est abolie.



▶ **Doc 32** – Affiche de propagande du gouvernement de Vichy pour la « Révolution nationale »

Commentaire du document

La propagande du régime de Vichy, très active, est bien visible dans la composition de cette affiche. Elle reprend certaines idées des années 30 : contre le parlementarisme, la démocratie et les Juifs. L'étoile de David, symbole du judaïsme, apparaît dans le nuage rouge qui enveloppe la maison de gauche, instable et mal entretenue (allusion au gouvernement de Front populaire, coalition de gauche au pouvoir de mai 1936 à avril 1938, tenu pour responsable de la défaite de la France). Par opposition, la maison de droite, bien tenue, repose sur les valeurs de la France de Vichy : ordre, discipline, et sur « Travail, famille patrie », qui remplace la devise républicaine. Dans le ciel, les 7 étoiles d'argent, symbole de la dignité de maréchal de Pétain.



▶ **Doc 33** – Affiche de 1941 pour la Charte du travail. Bien au-dessus et en grand, le portrait du Maréchal Pétain, présenté par la propagande comme l'homme providentiel. Fondée sur l'alliance entre patrons et ouvriers, la charte refuse la lutte des classes.



▶ **Doc 34** – Vieillard juif avec l'étoile jaune traversant la rue du Renard. Paris, juin 1942. Le contrôle du port de l'étoile jaune est effectué par la gendarmerie française.

2.1.2. Les exclus

Les Francs-maçons : le 13 août 1940, les loges maçonniques sont dissoutes et tous les membres de la fonction publique doivent signer une déclaration de non appartenance.

Les étrangers : il y a 400 000 républicains espagnols réfugiés en France en 1939. Ceux-ci sont internés dans des camps en 1939 avec 15 000 ressortissants allemands et autrichiens. Vichy va livrer aux Allemands 800 opposants au régime.
Le 21 juillet 1940, une loi révise toutes les naturalisations obtenues par la loi de 1927 qui les favorisait.

Les Juifs : l'antisémitisme devient une politique d'État. Un 1er statut est adopté le 3 octobre 1940, interdisant aux Juifs l'accès à certaines professions libérales, l'enseignement, la justice, l'armée, la police, la presse, le cinéma.
En mars 1941 est créé le *Commissariat général aux questions juives* pour appliquer cette politique antisémite. Il sera dirigé par Xavier Vallat, puis, à partir de mai 1942, par Darquier de Pellepoix, serviteur zélé des Allemands, sans scrupules.
Un 2e statut est mis en place le 2 juin 1941, il spolie les Juifs en confisquant leurs entreprises sans indemité et est encore plus restrictif : il s'étend aux métiers de la finance, de la publicité, de l'immobilier. Le recensement est rendu obligatoire.
Il est utile de préciser que la paternité du Statut des Juifs revient à Vichy seul, sans que l'Allemagne nazie ait exercé la moindre pression.

2.2. La collaboration*

2.2.1. Premières conséquence de l'occupation

C'est tout d'abord la ligne de démarcation qui coupe le territoire en deux et qui est infranchissable sans laissez-passer. La zone occupée est la plus riche sur le plan industriel et sur le plan agricole. La zone libre souffrira de pénurie, d'autant plus que les Allemands vont piller les richesses industrielles et agricoles du pays.
La France doit payer un tribut à l'Allemagne s'élevant à 20 millions de Marks par jour soit 400 millions de Francs, le taux de change ayant été fixé arbitrairement par les Allemands à 20F pour un Mark.

2.2.2. Vichy à la recherche de la collaboration

L'entrevue de Montoire (voir document 1)

Le 11 octobre 1940, Pétain se dit prêt à « rechercher la collaboration dans tous les domaines », c'est lui qui est demandeur, pas Hitler.
Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire (Loir et Cher), et le 30, il annonce qu'il « entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration ». Son argument : alléger le poids des souffrances des Français, améliorer le sort des prisonniers, assouplir la ligne de démarcation.
En fait, Pétain souhaite intégrer la France dans le nouvel ordre européen sous domination nazie.

L'éviction de Laval : un tournant

Laval négociant personnellement avec les Allemands par l'intermédiaire de l'ambassadeur Otto Abetz, le Maréchal le fait arrêter en plein Conseil des ministres le 13 décembre 1940. Il est remplacé par Pierre-Étienne Flandin qui ne restera que fort peu de temps au pouvoir. Le 10 février 1941, il est remplacé par l'amiral Darlan, nouveau vice-président du Conseil et nouveau dauphin du maréchal.

ARTICLE PREMIER. – Est regardé comme Juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de même race, si son conjoint lui-même est Juif.

ART. 2. – L'accès et l'exercice des fonctions publiques [...] sont interdits aux Juifs. [...]

ART. 4. – L'accès et l'exercice des professions libérales, des professions libres, des fonctions dévolues aux officiers ministériels et à tous auxiliaires de la justice sont permis aux Juifs, à moins que des règlements d'administration publique n'aient fixé pour eux une proportion déterminée.

ART. 5. – Les Juifs ne pourront, sans conditions ni réserve, exercer l'une quelconque des professions suivantes : directeurs, gérants, rédacteurs, [...] entrepreneurs de presse, de films, de spectacle, de radiodiffusion [...].

ART. 7. – Les fonctionnaires juifs visés à l'article 2 cesseront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Journal officiel du 3 octobre 1940.

▶ **Doc 35 –** Le statut des Juifs, *Journal officiel* du 3 octobre 1940

Commentaire du document

Tradition idéologique de l'extréme-droite française, **l'antisémitisme** devient **la politique du régime de Vichy**. Dés 1940, un ensemble de lois d'exclusion évince les Juifs de la vie politique, économique et sociale articles 2, 4, 5, 7. Toute fonction qui leur permettrait d'exercer autorité et influence leur est interdite.

Un 2e **statut** viendra compléter le 1er en juin 41. L'obligation du recensement facilitera ensuite l'arrestation et la déportation des Juifs de France.



Questions

1. Quel principe fondamental de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 est remis en cause dans ce texte ?
2. Quelles ont été les conséquences pour les Français d'origine juive ?

Les réponses aux questions se trouvent dans les documents de cette page et dans ce cours. En cas de doute, interrogez votre professeur sur le forum « Histoire » du site Internet DAEU

Darlan et les protocoles de Paris*

Darlan va relancer la politique de collaboration en signant, les 27 et 28 mai 1941, les protocoles de Paris, donnant aux Allemands la possibilité d'utiliser les aéroports de Syrie, pays sous mandat français depuis 1920, le port de Bizerte en Tunisie et Dakar au Sénégal.
En échange, les frais d'occupation passent de 400 à 300 millions par an ; aucune libération de prisonniers n'est obtenue, c'est un marché de dupes.
Cette politique se soldera par un échec car en juillet 1941 les troupes anglo-gaullistes battent les troupes vichystes en Syrie et en Afrique du Nord. Rommel refoule les Anglais jusqu'en Égypte, ce qui diminue l'intérêt de la base de Bizerte
Le 22 juin 1941, Hitler attaque l'URSS : les protocoles sont caducs, c'est l'Est qui devient la priorité absolue.

*2.2.3. Le collaborationnisme**

Ce terme désigne ceux qui, par choix idéologique, se sont engagés aux côtés de l'occupant ; ce sont les ultras de la collaboration qui resteront largement minoritaires.
Ils appartiennent à différents mouvements qui ne seront jamais unis :
- le RNP (Rassemblement National Populaire) de Marcel Déat
- le PPF (Parti Populaire Français) de Jacques Doriot
- le MSR (Mouvement Social Révolutionnaire) d'Eugène Deloncle

À l'initiative de ces trois chefs, sera créée la LVF (Légion des volontaires français contre le bolchévisme) qui ira combattre sous l'uniforme allemand sur le front russe.

3. Le tournant 1942-1943

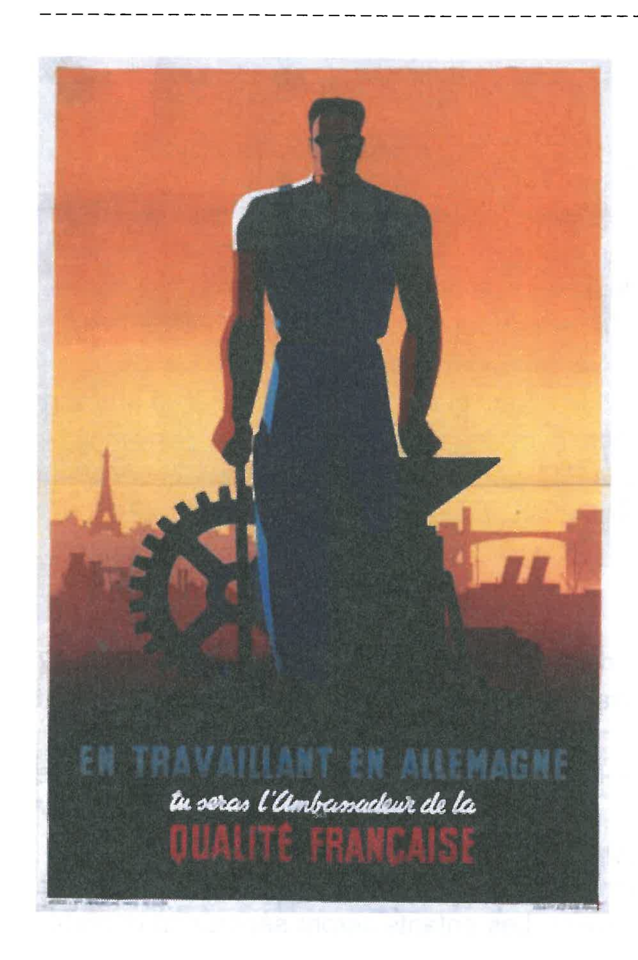
3.1. L'année 1942

3.1.1. Vichy dans la guerre totale

À partir de l'invasion allemande en URSS, Hitler passe à la « guerre totale » impliquant une exploitation accrue des ressources des pays occupés : en mars 1942 Fritz Sauckel est nommé « Planificateur général pour le recrutement de la main d'œuvre ». En France, cela se traduira par la mise en place du STO (Service du Travail Obligatoire).
En avril 1942, le général Karl Oberg est nommé à la tête des Services de Sécurité du Reich en France et va négocier un accord de coopération avec René Bousquet, secrétaire général de la police du régime de Vichy : les services de police français travailleront désormais en étroite coopération avec les services de sécurité du Reich.
Le régime de Vichy se durcit au moment où la Résistance se renforce : en février 1942 est créé le S.O.L. (Service d'Ordre Légionnaire) ; en janvier 1943, le S.O.L. se transforme en Milice administrée et dirigée par Joseph Darnand. Il y aura environ 30 000 miliciens qui se livreront à une lutte sans merci contre la Résistance, qui se rendront célèbres par des exécutions sommaires, des tortures et des assassinats de personnalités politiques (Maurice Sarraut, Victor Basch et sa femme, Georges Mandel), qui traqueront les Juifs et les résistants.

3.1.2. Le retour de Laval

Pétain, déçu par la politique de Darlan, se décide à rappeler Laval qui a l'appui des Allemands : ce dernier est nommé chef du gouvernement le 18 avril 1942, avec des pouvoirs exceptionnels.Il est chef du gouvernement et dirige également les affaires étrangères.



▶ **Doc 36** – Affiche *La relève.*

Commentaire du document

Cette affiche de propagande, représentant au 1er plan un ouvrier français, trés grand, au centre, avec sa tenue et ses instruments de travail, exalte en lettres bleu blanc rouge le travail au service de l'Allemagne nazie. Au fond à gauche, la Tour Eiffel.



▶ **Doc 37** – Pierre Laval accueillant en gare de Compiègne les prisonniers français libérés au titre de la relève.

Commentaire du document

Créée par Pierre Laval en juin 1942, la relève consiste à échanger un prisonnier libéré contre 3 travailleurs volontaires envoyés en Allemagne. Mais seuls les ouvriers spécialistes sont pris en compte dans l'échange tandis que les prisonniers relâchés doivent être des paysans ou des hommes âges ou improductifs. De plus, la relève n'est pas nominative : on ne peut s'enrôler pour faire libérer son frère, son cousin par ex. Cette mesure a été un échec. Le STO lui a succédé.

3.1.3. De la Relève au STO

Le 1er mai 1942, Fritz Sauckel exige l'envoi en Allemagne de 250 000 travailleurs.
Laval sort alors le projet de *la Relève* dont l'accord sera signé avec les Allemands le 16 juin 1942 : cela consiste en l'échange d'un prisonnier contre l'envoi de trois ouvriers français dans les usines du Reich.
Le 22 juin 1943, dans un discours radiodiffusé, il déclare : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle demain, le bolchévisme s'installerait partout. »
Les volontaires se faisant rares, le gouvernement va alors instaurer le STO (*Service du travail obligatoire*) le 4 septembre : tous les hommes de 18 à 50 ans et les femmes de 21 à 50 ans sont susceptibles d'être réquisitionnés. Ceci va faire prendre conscience aux Français que Vichy marche main dans la main avec l'Allemagne et va profiter à la Résistance, d'autant plus qu'en février 1943, tous les jeunes des classes 40, 41, 42 seront réquisitionnés, pas uniquement les ouvriers.

3.1.4. Vichy et la solution finale

À partir de janvier 1942, l'occupant met en place dans la zone occupée la « Solution finale » : le 27 mars 1942 le premier convoi de déportés part de Drancy, direction Auschwitz. En mai 1942, le port de l'étoile jaune devient obligatoire.
Après différentes négociations, Laval met la police française à la disposition des Allemands. Elle sera un auxiliaire précieux dans les rafles.
Le 16 et 17 juillet 1942 a lieu la rafle du Vel' d'hiv', appelée par les nazis « opération vent printanier » : 12 884 personnes sont arrêtées à Paris et transférées dans les camps de Pithiviers, Beaune la Rolande ou Drancy avant d'être déportées à Auschwitz. Les enfants seront séparés et déportés après leurs parents...
Au total 75 521 Juifs sont déportés entre le 27 mars 1942 et le 31 juillet 1944 (dernier convoi), moins de 2500 en réchappent.

3.2. Le développement de la Résistance

*3.2.1. La Résistance extérieure : la France libre**

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle, parti la veille de Bordeaux pour l'Angleterre, parle pour la première fois à la radio de Londres. Le discours qu'il prononce est l'acte fondateur de la résistance : de Gaulle refuse l'armistice et rejette la position du maréchal Pétain, appelle à la poursuite du combat contre l'ennemi allemand aux côtés de l'Angleterre. Dès le 28 juin 1940, il est reconnu publiquement par le gouvernement britannique comme le chef de tous les Français libres. Une partie de l'Empire va se rallier à lui : les Nouvelles Hébrides, le Tchad, le Cameroun, le Congo, et le 27 octobre 1940, de Gaulle gagne Brazzaville où est mis en place le *Conseil de l'Empire*, chargé d'administrer l'ensemble des territoires et des forces françaises engagés derrière lui.

3.2.2. Développement et maturation de la Résistance intérieure

Les résistants de la première heure ne sont qu'une poignée : les premiers mouvements apparaissent en zone occupée, on peut en répertorier cinq qui ont joué un rôle important :

- Libération Nord : regroupe des syndicalistes de la CGT non communiste, CFTC et des membres de la SFIO clandestine, autour de Christian Pineau. Les socialistes sont hégémoniques dans ce mouvement.



▶ **Doc 38** – Des FFI en Bretagne en 1944



Questions

1. Quels sont les moyens d'action des résistants ?
2. Quels objectifs poursuivent-ils ?

Les réponses aux questions se trouvent dans les documents de cette page et dans ce cours.
En cas de doute, interrogez votre professeur sur le forum « Histoire » du site Internet DAEU



▶ **Doc 39** – Affiche de propagande nazie de février 1944, connue sous le nom d'"affiche rouge".

Commentaire du document

Elle présente ce groupe de résistants, essentiellement étrangers, comme des criminels. Conçue pour lutter contre la résistance, cette affiche placardée sur les murs de Paris a en fait attiré la sympathie d'une partie des Français pour ces condamnés tous fusillès par les nazis en 1944.

- l'OCM (Organisation Civile et Militaire) du colonel Touny et Maxime Blocq Mascart, plutôt orientée à droite.

- CDLR (Ceux de la Résistance) dirigé par Jacques Lecompte-Boinet, où l'on trouve Michel Debré, futur premier ministre du général de Gaulle sous la Ve République.

- Ceux de la Libération de Maurice Ripoche.

- le Front National : c'est un mouvement mis sur pied par le PCF. Le Parti communiste avait été dissous en septembre 1939, le 4 octobre Maurice Thorez son dirigeant était parti à Moscou. La direction clandestine assurée par Jacques Duclos, suivant alors la ligne neutraliste imposée par le Komintern, suscite des désaccords parmi certains dirigeants comme Charles Tillon et de nombreux militants qui sont violemment antifascistes. À partir du 22 juin 1941, suite à l'invasion de l'URSS, le PCF se lance dans la Résistance et lance le Front National dans les deux zones. Il sera largement ouvert dans son recrutement. Dès l'été 1941, les résistants communistes vont s'engager dans la lutte armée ; ils seront les premiers à pratiquer des attentats : le 21 août, le colonel Fabien (Pierre Georges) exécute l'officier Moser au métro Barbès. Le Front National va se doter d'une branche militaire les FTP (Francs-tireurs et partisans), dirigés par Charles Tillon.

  Les FTP-MOI (Francs tireurs et partisans - Main d'œuvre immigrée), créés en région parisienne en même temps que les FTP, compteront parmi les groupes de résistance les plus actifs et les plus déterminés, notamment parce qu'ils sont en tant qu'étrangers, et Juifs pour beaucoup d'entre eux, directement visés par Vichy et les Allemands. Le groupe le plus actif fut celui de l'Arménien Missak Manouchian, composé de 23 résistants (dont 20 étrangers et trois Français) passés à la postérité grâce à l' « Affiche rouge » (placardée par les Allemands sur les murs de Paris exécutés au Mont Valérien le 21 février 1944 (voir document 39).

Le 1er janvier 1942, **Jean Moulin, ancien préfet d'Eure et Loire** révoqué par Vichy, parce qu'il avait refusé de signer un document mettant injustement les troupes sénégalaises et qui avait gagné Londres, est parachuté en zone Sud. Il est chargé par de Gaulle d'unifier la Résistance.
Le 27 mai 1943 est créé le CNR (Conseil National de la Résistance) qui coordonne l'ensemble des forces de l'intérieur et qui est chargé d'élaborer un programme politique pour l'après-guerre.
Le 21 juin 1943, Jean Moulin est arrêté par les Allemands à Caluire dans la banlieue de Lyon. Torturé par Klaus Barbie, il décède le 8 juillet 1943 lors de son transfert en Allemagne. C'est Georges Bidault qui lui succèdera.

3.2.3. Le débarquement en Afrique du Nord et ses suites algéroises

Le 8 novembre 1942, a lieu le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (au Maroc et en Algérie), baptisé « *OpérationTorch* » dans le but d'empêcher la domination de ce territoire par les forces allemandes ou italiennes, et de défaire les puissances de l'Axe. Darlan, ancien vice-président du Conseil, resté commandant en chef des forces militaires, se trouve par hasard à Alger où il est venu voir son fils gravement malade : il passe à la collaboration avec les États-Unis et est reconnu par les Américains comme l'autorité suprême en Algérie.

Le 11 novembre 1942, la zone Sud est occupée pour protéger les côtes méditerranéennes d'un éventuel débarquement et le 12, les troupes allemandes débarquent en Tunisie sans rencontrer aucune opposition des troupes restées fidèles à Vichy. Le 27, la flotte française se saborde à Toulon, refusant de rejoindre les Alliés.

Le Conseil salue avec une vive satisfaction la décision prise au lendemain de cette victoire [*la libération de l'Afrique du Nord*], par le général de Gaulle et le général Giraud, de se rencontrer très prochainement à Alger pour réaliser l'unité de toutes les forces françaises dressées contre l'ennemi de la Patrie et ses complices du dedans. [...] Elle entend que ce gouvernement soit confié au général de Gaulle qui fût l'âme de la Résistance aux jours sombres et qui n'a cessé depuis le 18 juin 1940 de préparer en pleine lucidité et en pleine indépendance la renaissance de la Patrie détruite, comme des libertés républicaines déchirées.

▶ **Doc 40** – Motion du CNR, 27 mai 1943, qui reconnaît au général de Gaulle le rôle de chef politique de la Résistance.

L'action immédiate peut se diviser en trois catégories principales :

1. Action contre les traîtres, les agents doubles, les mouchards, la *Gestapo* et auxiliaires (Milice, LVF, etc.) ;

2. Sabotage de la machine de guerre ennemie :

a. action contre les moyens de transport ;

b. action contre les transmissions ;

c. action contre les usines et les fabrications de guerre [...].

Les actions a. et b. sont le fait de l'ensemble des FFI et également d'équipes spécialisées, souvent recrutées parmi les agents mêmes des services intéressés (SNCF, PTT, etc.) ;

3. Action générale de guérilla contre l'ennemi et ses dépôts d'armes et de vivres, de combustibles, etc.

4. Les FFI ont encore d'autres tâches. La protection des grèves et des actions de masse, par la mobilisation des éléments FFI locaux, qui devront recevoir un armement à cet effet.

Directive n° 1 de la Commission d'action militaire du CNR, 19 mars 1944.

▶ **Doc 41** – La Résistance intérieure : les FFI (Forces Françaises de l'intérieur)



▶ **Doc 42** – Affiche de 1943 pour l'engagement des Français résidant dans les colonies dans les Forces françaises libres.

La croix de Lorraine sur fond bleu-blanc-rouge est adoptée dès juillet 1940 comme symbole de la France libre, par opposition à la croix gammée du régime nazi.

Darlan nomme Giraud Commandant en chef des troupes françaises. Le général de Gaulle a été tenu à l'écart ainsi que la Résistance intérieure : l'imbroglio est complet.
Le 24 décembre, coup de théâtre, Darlan est assassiné par un jeune monarchiste, Bonnier de la Chapelle. Le général Giraud devient Commandant en chef civil et militaire en AFN.
À partir de ce moment là, va se jouer la bataille Giraud-de Gaulle pour la prise du pouvoir en Algérie. De Gaulle s'envole à Alger et le 3 juin 1943 est formé le ***CFLN**** (Comité Français de Libération nationale) dirigé par de Gaulle et Giraud. Le poids de la Résistance intérieure va être décisif. Le 14 mai, le CNR fait publier un communiqué disant que « le peuple de France n'admettra jamais la subordination du Général de Gaulle au général Giraud. ». Les Alliés vont reconnaître le CFLN comme légitime et finalement de Gaulle en devient le président unique le 2 octobre 1945, Giraud restant cantonné dans ses fonctions militaires.

4. 1944 : l'année de la libération

4.1. Vichy en 1944 : fascisation et décomposition

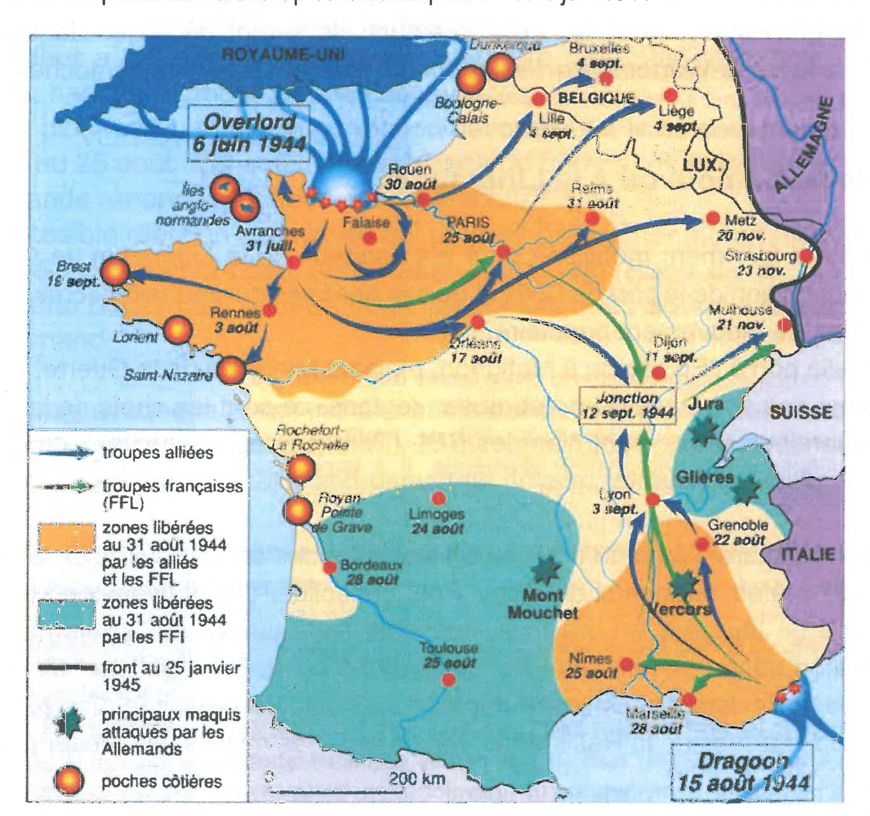
Avec la progression inéluctable des Alliés, notamment à l'Est où l'Armée Rouge poursuit son avance, en AFN, la crainte d'un débarquement anglo-américain sur les côtes françaises et la maturation de la Résistance qui multiplie les actes de sabotage, Vichy va se fasciser.
Des collaborationnistes entrent au gouvernement : Philippe Henriot devient secrétaire d'État à l'Information et la Propagande en janvier, Marcel Déat, chef du RNP, devient ministre du Travail en mars.
Joseph Darnan, chef de la Milice est nommé « secrétaire général au maintien de l'ordre » en janvier 1944. La Milice collabore avec la Gestapo et étend ses activités dans la zone Nord, traquant les résistants. Avec l'aide de la Wehrmacht elle va liquider les maquisards du plateau des Glières en Haute-Savoie en mars. À Lyon, Victor Basch, président de la ligue des droits de l'homme et sa femme âgés de 80 ans, sont assassinés le 10 janvier 1944. Paul Touvier, responsable pour la région, organise des rafles, fait fusiller sept Juifs à Rillieux la Pape le 29 juin. Après le débarquement du 6 juin, des personnalités politiques sont fusillées, comme Jean Zay ancien ministre de l'Éducation sous le Front populaire le 20 juin 1944 ou Georges Mandel, ancien ministre de l'intérieur de Paul Reynaud, le 7 juillet 1944. Parallèlement, on observe une décomposition du régime : de nombreux hauts fonctionnaires, préfets, policiers, gendarmes se détachent du régime à cette date, fournissant des renseignements à la Résistance ou se mettent à son service.

4.2. L'organisation pour le combat final

- Alger : le **CFLN** dirigé par le général de Gaulle devient le **GPRF** (Gouvernement Provisoire de la République Française).
- En métropole, tous les groupes armés de la Résistance se sont regroupés dans les **FFI (Forces françaises de l'intérieur)** placées en mars 1944 sous le commandement du général Koenig et l'autorité politique du GPRF du général de Gaulle.
- Le **6 juin 1944** a lieu le **débarquement en Normandie**. Le 14, le général de Gaulle installe à Bayeux un Commissaire de la République représentant le nouveau pouvoir et occupant la place de l'ancien préfet de Vichy. Fin juillet, après deux mois de durs combats en Normandie, les Alliés réussissent à percer le front à Avranches. La majorité des troupes allemandes étant retenues face à la Basse-Seine par les armées anglaises et canadiennes aux ordres de Montgomery, Patton et les Américains en profitent pour lever le verrou de l'Ouest, lancer leurs troupes vers le Sud puis vers la Bretagne et les bords de Loire. L'arrivée des Américains aidant, la Bretagne est libérée essentiellement par les résistants.



▶ **Doc 43** – Arrivée de troupes et de matériel après le débarquement du 6 juin 1944



▶ **Doc 44** – La libération de la France par des troupes alliées, les FFL, aidés par les FFI. Les Allemands opposent une résistance acharnée et souvent aveugle : massacre de civils, comme à Oradour sur glane. Dans ce village du Limousin, les 642 habitants sont exécutés : hommes mitraillés, femmes et enfants enfermés et brûlés vifs dans l'église par une division S. S. pour venger des actions du maquis contre les Allemands.

- Le 15 août a lieu le débarquement en Méditerranée près de St Raphaël : Toulon, Marseille sont libérées le 28 août. Puis les troupes vont remonter vers la vallée du Rhône et libérer Lyon le 3 septembre. De Normandie, les troupes britanniques de Montgomery se sont élancées vers le Nord et le Nord-Est, libérant Rouen le 30 août, en même temps que Reims où arrivent les troupes américaines. Le 12 septembre, la jonction s'opère dans la région de Dijon avec les soldats venus de la Méditerranée.

Le soulèvement devient général sur l'ensemble du territoire, le Sud-Ouest, le Massif Central, les Alpes, le Jura vont être libérées par les seules forces de la Résistance particulièrement puissantes dans ces régions. Tout au long de ce mois d'août et début septembre, beaucoup de colonnes allemandes subissent des embuscades. La plupart des villes sont investies par les FFI et FTP locaux, ainsi Limoges passe-t-elle entre les mains du prestigieux chef de FTP limousin Georges Guingouin. En Ile de France, la direction militaire des FFI est assurée par Henri Rol-Tanguy, figure emblématique de la Résistance communiste. Les cheminots entrent en grève le 10 août, suivis des postiers le 15, et finalement Paris se soulève le 19 à l'appel des FFI. Dirigés par le colonel Rol-Tanguy, appuyé par la deuxième DB du général Leclerc arrivée le 24 août au soir à la porte d'Orléans, ils vont achever de mettre hors de combat les derniers soldats de la Wehrmacht. Von Choltiz commandant en chef de la place de Paris, est contraint à la reddition le 25 août 1944. Le jour même, de Gaulle arrive à Paris où il est reçu à l'hôtel de ville par le président du CNR Georges Bidault. Le lendemain, il descend triomphalement les Champs-Élysées (voir document 2)

4.3. La fin de Vichy

Laval le 17 août et Pétain le 20 s'enfuient sous escorte allemande vers Belfort. Rejoints par les membres du gouvernement et les collaborateurs, ils seront hébergés dans le château de Sigmaringen dans le Bade-Wurtemberg. Ils y formeront un gouvernement fantoche en exil jusqu'en avril 1945.

4.4. Le problème du pouvoir à la Libération

La Résistance étant fortement mobilisée pour les combats de la Libération, le GPRF risque de rencontrer une opposition de la part du CNR et de ses hommes qui souhaitent créer des institutions directement issues du mouvement populaire.
De Gaulle s'installe non à l'Elysée ou à Matignon, mais au Ministère de la Guerre, voulant montrer que le conflit n'est pas fini. Dans de nombreuses régions, ce sont les chefs de la Résistance qui gouvernent souverainement en contrôlant les CDL (Comités départementaux de libération) où le PCF occupe une place importante, relayés au niveau des villes par les CLL (Comités locaux de libération).
De Gaulle entend restaurer l'autorité de l'État en installant des commissaires de la République qui se substituent aux préfets régionaux de Vichy. Pour consolider ces nouveaux pouvoirs, le général effectue une série de tournées en province, imposant l'obéissance aux chefs de la Résistance.
Le 24 septembre un décret met fin aux FFI, les intégrant à l'armée régulière : ainsi commence la démobilisation de la Résistance. Un autre décret du 28 octobre prévoit la dissolution des milices patriotiques, groupes armés de la Résistance. Petit à petit, les milices sont désarmées et l'autorité de l'État restaurée.
Le GPRF va donc gouverner en attendant que la vie politique retrouve son cours normal, que les partis réapparaissent et que de nouvelles institutions se mettent en place, donnant naissance à la IVe République.



▶ **Doc 45** – La libération de Paris, août 1944

Commentaire de la photographie

La rapidité de la victoire des Alliés dans la libération du territoire français s'explique en partie par l'aide que leur a apporté la Résistance intérieure : actions de sabotage des voies de communication, harcèlement des troupes allemandes.
L'évènement le plus marquant de l'insurrection nationale est le soulèvement de Paris dans la semaine du 19 au 25 août. Dans une ville hérissée de barricades et tenue par les insurgés, la garnison allemande renonce pratiquement à combattre.
Inquiet d'une possible réaction allemande qui pourrait déboucher sur un massacre, le général de Gaulle obtient-difficilement-des Américains l'envoi sur Paris de la 2e division blindée (2e DB) du général Leclerc qui pénètre dans la capitale, le 25 août. Le soir même est signée la reddition allemande.

Cette photographie évoque la liesse indescriptible qui s'est emparée de la foule parisienne, la joie de la victoire avec le mot libération en lettres majuscules rouges, l'insigne de la Croix de Lorraine et les drapeaux des Alliés occidentaux qui flottent sur le camion.

À l'hôtel de ville de Paris, le **général de Gaulle**, chef du CFLN* prononce alors un **beau discours** dont voici quelques extraits :

> « Pourquoi voulez-vous que nous dissimulions l'émotion qui nous étreint tous, hommes et femmes qui sommes ici, chez nous, dans Paris debout pour se libérer et qui a su le faire de ses mains. Non, nous dissimulerons pas cette émotion profonde et sacrée. Il y a là des minutes qui dépassent chacune de nos pauvres vies.
> Paris ! Paris outragé ! Paris martyrisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France toute entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. »
>
> De Gaulle - Paris 25 août 1944

TROISIÈME CHAPITRE

BILAN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Derrière les grilles surmontées des drapeaux des pays membres de l'ONU, Hitler et l'empereur du Japon Hiro - hito.



▶ **Doc 46** – Affiche de l'ONU du 8 Mai 1945

Plan du chapitre

1. **Le conflit le plus meurtrier qu'ait connu l'humanité**
2. **Des destructions matérielles massives**

1. Le conflit le plus meurtrier qu'ait jamais connu l'humanité.

1.1. Les pertes humaines.

Les estimations varient, on parle de 40 à 50 millions de victimes. Ce triste record fait de la Seconde Guerre mondiale le conflit le plus sanglant de l'histoire de l'humanité. Les victimes sont des militaires mais aussi des civils, victimes de la guerre éclair et du système de concentration et d'extermination mis en place par l'Allemagne.
L'Europe est le continent le plus touché. Les pertes américaines sont les moins importantes et exclusivement militaires car le conflit ne s'est jamais déroulé sur leur territoire.
Aux pertes humaines, il convient d'ajouter les pertes dites indirectes : la baisse de la natalité et la hausse de la mortalité provoquées par le conflit et dues à l'occupation (sous alimentation, épidémies).
Le conflit a causé aussi le déplacement en masse de populations : exode volontaire face à l'avancée allemande, déplacements imposés par l'établissement d'Allemands comme en Pologne et en Tchécoslovaquie, départ obligatoire dans le cadre du STO et bien entendu les déportés vers les camps de concentration et d'extermination.

▶ **Doc 47** – Les pertes humaines par pays en millions

	Militaires	Civils
Allemagne	3,25	3,81
États-Unis	0,3	0
France	0,25	0,36
Italie	0,33	0,09
Japon	1,7	0,36
Pologne	0,12	5,3
Royaume-Uni	0,1	0,04
URSS	13,6	12,4

Commentaire du bilan humain
L'Europe est le continent le plus atteint, surtout l'Est où l'occupation allemande a été la plus dure. L'URSS soumise à l'occupation de la Wehrmacht et des exactions SS dénombre 20 millions de morts dont la moitié de civils, soit 10 % sa population. Ce pourcentage s'élève à plus 10 % pour la Pologne avec la disparition de 85 % de la population juive du pays dans les camps.
Pour l'Europe occidentale : 600 000 morts en France dont 400 000 civils, déportés, fusillés ou victimes des bombardements.
6 millions d'Allemands ont disparu dans le conflit dont 3 millions de soldats qui ont surtout péri dans les combats à l'Est.

1.2. Le traumatisme moral

Dès le déclenchement des hostilités, Hitler pratique la guerre éclair suivie d'une politique de **terreur** comprenant **destructions** et **épurations**. Le recours systématique aux bombardements des villes provoque d'importantes pertes humaines civiles et laissent des traces durables dans la mémoire des survivants.
Les **bombardements** les plus effroyables sont ceux ordonnés par les États-Unis : **Hiroshima** et **Nagasaki** sont anéanties par deux bombes atomiques. On estime que la seule bombe larguée à Hiroshima fit 140.000 victimes.
La puissance destructrice de l'arme atomique choque également car en une fraction de seconde une bombe atomique anéantit littéralement une ville importante. Les savants, pères fondateurs de cette nouvelle arme, comme Einstein, Silla et Oppenheimer, ne se remettront jamais d'avoir créé une telle arme de destruction. La peur du nucléaire s'installe.
Chacun des belligérants a recours à la **terreur** dans les camps de prisonniers : les Japonais traitent de manière inhumaine les prisonniers militaires, l'Armée rouge massacre les officiers polonais…
La palme de l'horreur et de l'humanité revient néanmoins à l'Allemagne nazie. Sa politique de concentration au sein de ghettos puis par la **solution finale** dans les camps d'extermination, véritable usine de mort avec le gazage puis la crémation des corps, font du régime nazi **le plus meurtrier des belligérants** de la Seconde guerre mondiale. Nous estimons que 5 à 6 millions de Juifs sont exterminés, c'est ce que nous appelons la Shoah*. À cette extermination, il faut

ajouter l'extrême violence de la Gestapo qui utilisait quasiment systématiquement la torture sur les prisonniers. Le Reich avait décidé de débarrasser l'Europe des Juifs, mais aussi des socialistes, des francs-maçons, des démocrates, des Slaves, des Tziganes, des handicapés, des homosexuels etc.
À la Libération, l'ouverture des camps de concentration et des **camps d'extermination** traumatise le monde. Que des hommes aient souhaité le génocide d'une race, ou d'un peuple n'est pas une nouveauté en soi, mais qu'ils soient parvenus à l'industrialiser à ce point choque profondément l'opinion mondiale.
Avec le retour des rescapés, beaucoup cependant s'emploient à refouler ces images et ces récits insoutenables. Les survivants des camps, qui ont besoin de dire le cauchemar qu'ils ont vécu, se heurtent à la difficulté pour les autres d'entendre de tels récits.

Le retour des survivants

Les uns évitaient de vous questionner, vous traitaient comme si vous reveniez d'un banal voyage à l'étranger. Vous voilà donc de retour ! Mais c'est qu'ils craignaient les réponses, avaient horreur de l'inconfort moral qu'elles auraient pu leur apporter. Les autres posaient des tas de questions superficielles, stupides, dans le genre : « c'était dur, hein ? », mais si on leur répondait même succinctement, au plus vrai, au plus profond, opaque, indicible de l'expérience vécue, ils devenaient muets, s'inquiétaient, agitaient les mains, invoquaient n'importe quelle divinité tutélaire pour en rester là.

Jorge Semprun, militant communiste espagnol, déporté à Buchenwald, *L'Écriture ou la vie*, Gallimard, 1996.

▶ **Doc 48 –** Le témoignage de Jorge Semprun.

Exilé espagnol antifranquiste, engagé dans la résistance communiste (FTP), il est arrêté et déporté en septembre 1943 au camp de concentration de Buchenwald où il restera jusqu'en avril 1945. Son livre « L'écriture ou la vie », témoigne de la difficulté de raconter la terrible expérience de la déportation.

1.3. Le Procès de Nüremberg

La découverte des charniers conduit la communauté internationale à instaurer dans le droit international les notions de « crimes contre l'humanité » et « crimes de guerre ».
Devant la gravité des crimes commis par le régime nazi, les Alliés décident de juger les hauts dignitaires nazis lors d'un **procès**. Il a lieu à **Nüremberg**, du 18 octobre 1945 au 1er octobre 1946.
Les chefs d'accusation sont : crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.
Prenez le temps de lire les définitions ci-dessous, il est important de comprendre les nuances entre les différents chefs d'accusation

▶ **Doc 49 –** Statut du tribunal militaire international de Nüremberg

« Article 6 a, Crimes contre la paix : la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression ou d'une guerre de violation des traités, assurance ou accords internationaux [...]

Article 6 b, Crimes de guerre : les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements de prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages [...]

Article 6 c, Crimes contre l'humanité : l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, radicaux ou religieux [...]. ».

▶ **Doc 50 –** Banc des accusés nazis au procès de Nüremberg



1. Hermann Göring, Second de Hitler, chef de la Lufwaffe.	6. Alfred Rosenberg,ministre des Territoires de l'Est.	11. Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie.	16. Franz Von Papen, chancelier avant Hitler, ambassadeur en Turquie.
2. Rudolf Hess, chef de la Chancellerie jusqu'en 1941.	7. Hans Frank, gouverneur général de Pologne.	12. Erich Raeder, chef de la Marine jusqu'en 1943.	17. Arthur Seyss-Inquart, commissaire du Reich pour les Pays-Bas.
3. Joachim Von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères.	8. Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur.	13. Baldur Von Schirach, chef de la jeunesse hitlérienne.	18. Albert Speer, ministre de l'Armement.
4. Wilhelm Keitel, chef de l'état-major.	9. Julius Streicher, directeur de l'hebdomadaire antisémite Der Stürmer.	14. Fritz Sauckel, chef du travail forcé.	19. Konstantin Von Neurath, protecteur de Bohême-Moravie.
5. Ernst Kaltenbrunner, chef des services secrets.	10. Walther Funk, directeur de la Reichbank.	15. Alfred Jodl, chef des opérations.	20. Hans Fritzsche, chef de la propagande radio.



Un procès équivalent au procès de Nüremberg s'est tenu au Japon. Les criminels de guerre y furent jugés, mais pas les officiers responsables du projet et du centre 731, où les armes bactériologiques étaient utilisées pour exterminer la population chinoise de Mandchourie.

2. Des destructions matérielles massives

2.1. Un bilan matériel lourd mais contrasté

Les bombardements, la tactique de la « terre brûlée » associés aux sabotages provoquent d'importants dégâts matériels, essentiellement en Europe et au Japon. Les infrastructures (ponts, routes, voies de chemin de fer), les ports, les villes importantes étaient les premiers objectifs. Les longs combats ont aussi durement endommagé les campagnes. Les pays qui n'ont pas connu de combats sur leur sol, ou très peu, ne connaissent pas ou peu de destruction.
L'URSS présente l'un des bilans les plus catastrophiques :

▶ **Doc 51** – Les destructions sur le territoire soviétique

> « Les armées allemandes et les forces d'occupation ont emmené en Allemagne des équipements industriels, d'interminables convois de matériel et de produits finis [...] Les nazis ont dévasté et brûlé, en totalité ou en partie, 1710 villes et plus de 70 000 bourgades et villages. Plus de 6 millions d'édifices ont été incendiés ou rasés au sol. L'ennemi a dévasté 31 850 usines, 65 000 kilomètres de voies ferrées, 40 000 hôpitaux ou infirmeries, 84 000 écoles, instituts supérieurs ou centres de recherche ont été saccagés ou rasés [...] La commission extraordinaire d'État a calculé à 679 milliards de roubles (sur la base des prix de 1941) le montant des dommages causés à l'économie nationale et aux citoyens soviétiques. [...] »
>
> Rapport de la « Commission extraordinaire d'État créée par le gouvernement soviétique ». 1945.

L'Europe dans son ensemble sort très meurtrie et très diminuée économiquement de ce conflit.

2.2. Le prix de cette guerre est lourd

La guerre a aussi des conséquences financières. Les forces de l'Axe sortent ruinées. Le Royaume-Uni, pourtant vainqueur, est extrêmement endetté envers les pays du Commonwealth et les États-Unis. La France qui devait verser des frais d'occupation a eu recours à la dévaluation et à l'inflation. Elle se retrouve donc en 1945 dans une instabilité économique et financière.
La situation catastrophique des pays européens et de l'Asie du Sud-Est contraste avec la bonne santé financière des pays du continent américain. L'Amérique Latine, les États-Unis et le Canada sortent enrichis de cette guerre. Éloignés du conflit, ils ont dû en effet augmenter leur production industrielle pour subvenir à l'effort de guerre. Les États-Unis disposent des deux tiers de l'or mondial en 1945.

2.3. La science au service de la barbarie

La course aux armements de destruction massive a fait faire des progrès remarquables à la science : le radar, progrès en électronique, mise au point de la calculatrice, avions à réaction, fusées téléguidées, utilisation de l'énergie nucléaire, découverte des antibiotiques etc.
Mais cette guerre pose aussi la question de l'utilisation de la science dans la guerre. Des savants allemands ont pratiqué des expériences sur des cobayes humains pris dans les camps de la mort, d'autres ont mis au point l'utilisation du Zyklon B. Un groupe de savants a fabriqué aux États-Unis la bombe atomique et s'effraye de sa puissance destructrice.
La question demeure sur la recherche scientifique au service des militaires comme le synthétise l'extrait ci-dessous :

▶ **Doc 52 –** L'utilisation de la bombe atomique

> « Le vrai débat doit être placé au niveau de la morale et de l'humanité. [...] Avec la bombe atomique, le progrès dans l'atrocité guerrière a franchi un seuil. Il y a eu une mutation dans ce crime collectif qu'est la guerre. La guerre n'aura plus de front, plus d'arrière ; tout le monde, des deux côtés, sera promis à la destruction. Par milliers, par millions, y périront les enfants, les femmes et les vieillards. Enfin – regardez les images insoutenables de Hiroshima – le feu nucléaire réserve à ses victimes innombrables des souffrances épouvantables [...] Et puis ceci encore : l'homme blanc [les Américains] a lancé sa bombe, le jour d'Hiroshima, sur des hommes d'une race « de couleur » comme il dit. L'aurait-il osé contre des hommes de sa propre race ? »
>
> Robert Guillain, *La Guerre au Japon*, Stock, 1979.

2.4. La fin des alliances

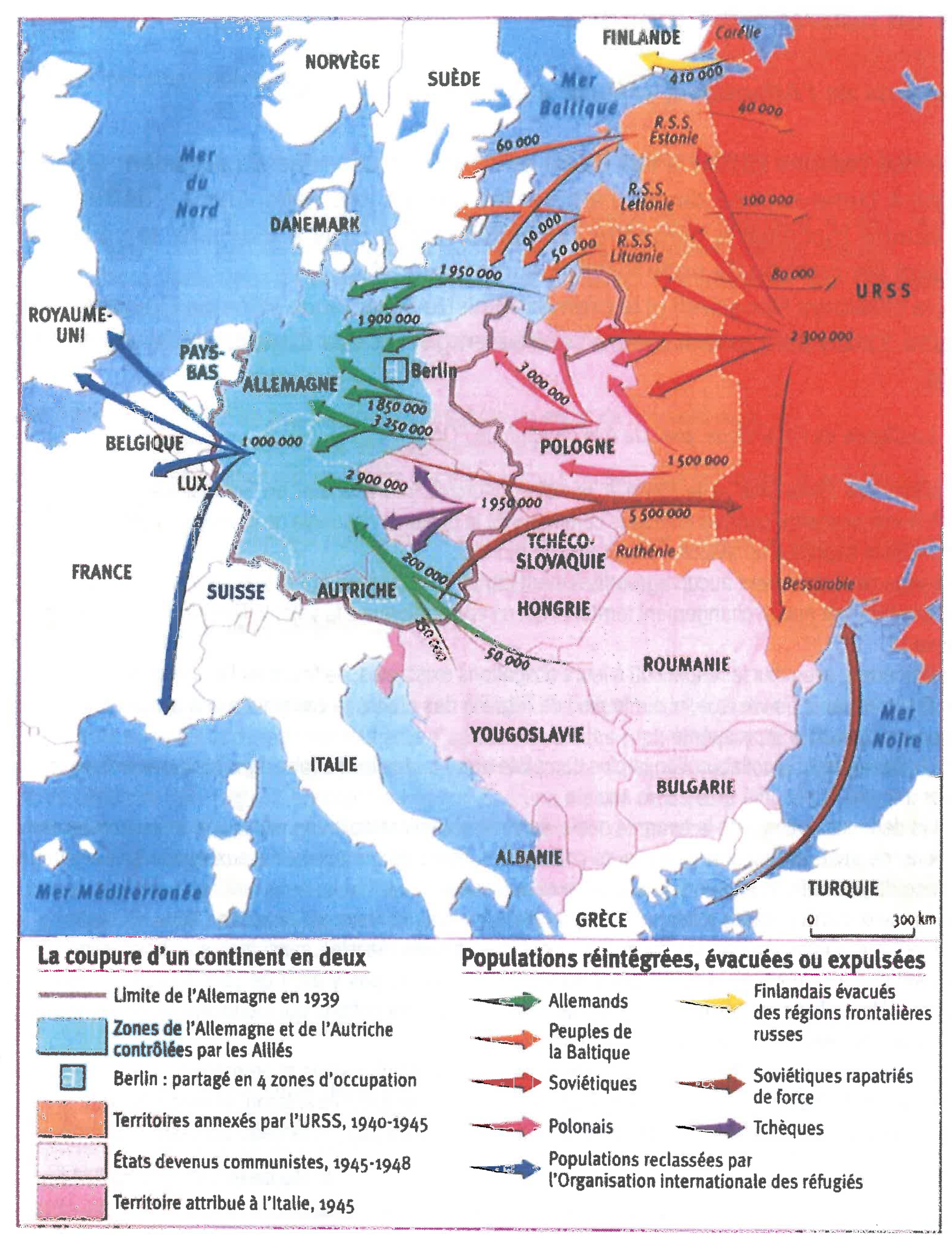
2.4.1. Un nouveau rapport de forces

L'**Europe est dévastée, anéantie**, déstabilisée par des mouvements d'émancipation au sein des empires coloniaux. Elle n'est plus la grande Europe, elle est incapable de jouer le rôle qu'elle occupait jadis. La place est donc libre pour d'autres. Ce changement d'hégémonie s'observe dès 1943 lorsque des rencontres interalliées se produisent afin de régler les problèmes de frontières après la victoire. Les trois « Grands » (Royaume-Uni, États-Unis et URSS) se réunissent d'abord à Téhéran en 1943 puis à Yalta en 1945 où ils prévoient que la reconstruction de l'Europe se fera sous leur égide.
Ils tombent d'accord sur la nécessité de désarmer l'Allemagne, d'effectuer une dénazification mais ne parviennent pas à s'entendre sur le sort des pays libérés par l'URSS.
Même si le Royaume-Uni est convié à ces conférences, **seuls les États-Unis et l'URSS sont les grands vainqueurs et décideurs**. L'Union soviétique bénéficie d'une grande aura et occupe militairement l'ensemble des pays qu'elle a libérés, autrement dit l'Europe orientale et la moitié de l'Europe centrale. Les États-Unis, peu touchés par la guerre, ont une supériorité financière et économique, comme en témoigne l'alignement de toutes les monnaies occidentales sur le dollar lors de la **conférence de Bretton Woods** en juillet 1944. Ce nouvel ordre monétaire doit permettre la remise en route des économies nationales dévastées puis le développement des échanges internationaux dans un cadre stable.
Alliés pendant la durée du conflit, les deux grands vainqueurs sont à présent rivaux et se **disputent l'hégémonie sur l'Europe**.

2.4.2. De nouvelles frontières (document 53)

- Les frontières changent très peu en **Europe occidentale**. L'Italie et l'Allemagne doivent renoncer à leurs annexions et sont amputées d'une partie de leur territoire.
- En **Europe centrale et orientale**, la situation est toute autre. L'URSS entend conserver les territoires qu'elle a annexés en 1939-1941, et conserver sous son obédience les pays qu'elle a libérés. La Yougoslavie naît de la volonté de Tito de faire cohabiter différents peuples (Serbes, Croates, Monténégrins,...) sous une seule identité nationale.
- **En Asie**, le Japon perd l'ensemble de ses possessions continentales annexées depuis la fin du XIXe siècle : 7 millions de Japonais doivent retourner sur l'archipel. On promet l'indépendance à la Corée et la Chine récupère les territoires annexés par le Japon.

Cette région du monde est aussi menacée par les volontés d'indépendance de l'Indochine française et de l'Indonésie néerlandaise. Face au marasme économique de la Chine et du Japon et aux instabilités politiques des empires coloniaux, **l'Asie devient aussi un terrain de rivalités** entre les deux grands : les États-Unis occupent militairement le Japon et le Sud de la Corée tandis que l'URSS occupe le Nord.



Histoire Terminales L, ES et S p 27 Editions Magnard 2008

▶ **Doc 53 –** L'Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale

☞ Point Méthode : Que nous apprend cette carte historique ?

La légende de cette carte, organisée en 2 parties, montre les conséquences de la guerre. La partie de droite de la légende évoque les gigantesques déplacements de populations qui font suite aux modifications de frontières issues du conflit (agrandissement du territoire soviétique par exemple). Des flèches de couleurs sur la carte vous permettent de les localiser : départ de 10 millions d'Allemands, de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie vers la partie occidentale de l'Allemagne ou installation de 3 millions de Polonais dans les territoires annexés sur l'Allemagne et arrivée d'1,5 million d'entre eux depuis les régions cédées par la Pologne à l'URSS.
La partie gauche de la légende mentionne la division de l'Europe en 2 camps, à la suite de l'avancée des armées anglo-saxonnes à l'Ouest et soviétiques à l'Est. Le partage de l'Allemagne et de l'Autriche, et de leurs capitales respectives en 4 zones, en découle.
Cette légende évoque l'affrontement Est-Ouest (ou guerre froide) à partir de 1947, en mentionnant les États devenus communistes, en Europe centrale et orientale entre 1945 et 1948.

2.5. Vers un nouvel ordre mondial

2.5.1. La charte de l'Atlantique, prélude à la création de l'ONU

La Société des Nations (SDN) a été créée en 1919 sur une idée du président américain Wilson Elle siègeait à Genève et se devait d'arbitrer les conflits internationaux. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale a démontré l'incapacité de la SDN à maintenir la paix mondiale. Cet échec cuisant sonne la fin de cette institution internationale.
Dés 1941, le président Roosevelt et le premier Ministre britannique Winston Churchill se rencontrent (voir chapitre 1). En août, avant même l'entrée en guerre des États-Unis. Ils signent la charte de l'Atlantique.

▶ **Doc 54** – La *Charte de l'Atlantique, prélude à la creation de l'ONU*

Le Président des États-Unis et le Premier ministre Churchill, représentant de Sa Majesté, s'étant rencontrés, estiment devoir connaître certains principes communs de la politique nationale de leurs pays respectifs sur lesquels ils fondent leurs espoirs d'un avenir meilleur pour le monde :
1. Leurs pays ne recherchent aucun agrandissement territorial ou autre ;
2. Ils ne désirent voir aucun changement territorial qui ne soit conforme à la volonté librement exprimée des peuples intéressés ;
4. Ils s'efforceront, avec tout le respect dû à leurs obligations existantes, de favoriser l'accès de tous les États, petits ou grands, vainqueurs ou vaincus, et sur le pied de l'égalité des droits, au commerce et aux matières premières du monde nécessaires à leur prospérité ;
5. Ils souhaitent établir la collaboration la plus complète entre toutes les nations dans le domaine économique, afin d'assurer à toutes la sécurité en matière sociale ;
6. Après la destruction finale de la tyrannie nazie, ils espèrent voir rétablir une paix qui fournira à toutes les nations les moyens de vivre en sécurité dans leurs propres frontières et qui apportera aux habitants de tous les pays l'assurance de pouvoir vivre à l'abri de la crainte et du besoin ;
7. Une telle paix devra permettre à tous les hommes de franchir les mers et les océans sans encombre ;
8. Ils croient que toutes les nations du monde, pour des raisons réalistes aussi bien que spirituelles, devront en venir à renoncer à l'emploi de la force, étant donné qu'il ne pourra pas y avoir de paix durable si des armements continuent d'être utilisés sur terre, sur mer et dans les airs par des nations qui menacent ou peuvent menacer de se livrer à des agressions au-delà de leurs frontières.
Ils sont convaincus que, en attendant l'établissement d'un système plus vaste et permanent de sécurité générale, le désarmement de telles nations est essentiel. Dans les mêmes intentions, ils aideront et encourageront toutes autres mesures pratiques susceptibles d'alléger, pour les peuples épris de paix, le fardeau écrasant des armements. »

F. Roosevelt, W. Churchill, 14 août 1941.

Ce texte esquisse des principes fondamentaux pour une reconstruction pacifique du monde : établissement d'une paix durable, de la justice et de la liberté dans le monde. L'établissement d'un système plus vaste et permanent de sécurité générale est prévu (dernier paragraphe), annonçant une nouvelle organisation internationale, une fois la guerre terminée.

2.5.2. La création de l'ONU

L'Organisation des Nations-Unies est créée le 26 juin 1945, à la conférence de San Francisco (avril-juin 1945). Elle est officialisée avec la signature par 51 États de **la Charte* des Nations-Unies** (préambule ci-contre) qui en définit les objectifs et institutions. Elle permet aux États membres de l'ONU de s'opposer à toute guerre, les oblige à participer aux actions qu'elle a décidées et surtout prévoit la création d'une force militaire formée de contingents des différents pays membres de l'organisation. Seules échappent à l'ONU les « affaires intérieures » des États, ce qui permet à ses membres d'éviter toute sanction dés lors que des violations porteront sur les droits de l'homme, la répression des luttes sociales ou la rébellion des peuples colonisés.

▶ **Doc 55 –** Extrait de la Charte des Nations-Unies



Préambule : Nous, peuples des Nations Unies,
Résolus

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,
- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Et à ces fins
- à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,
- accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun,
- à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

AVONS DÉCIDÉ D'ASSOCIER NOS EFFORTS POUR RÉALISER CES DESSEINS

Les buts des Nations Unies sont les suivants :

Article 1
Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix;
Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;
Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion;

Article 2
L'Organisation des Nations Unies et ses Membres, dans la poursuite des buts énoncés à l'Article 1, doivent agir conformément aux principes suivants :
L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres.
Les Membres de l'Organisation, afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de Membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la présente Charte.
Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.
...

Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII.

Questions

1) D'après le préambule de la Charte, sur quels principes l'ONU repose-t-elle ?

2) Quels sont les objectifs des Nations-Unies ?

3) Quels moyens doivent être utilisés pour les réaliser ?

Réponses

1) Ses principes sont inspirés des mêmes idées humanistes que ceux de la SDN. Elle repose sur les valeurs de paix, solidarité, réaffirme la « foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine », auxquels il faut ajouter l'égalité des nations, le progrès économique et social pour tous.

2) Ses objectifs sont le maintien de la paix et de la sécurité c'est-à-dire l'ordre international, la défense des droits de l'homme et l'aide au développement économique de tous les États du monde

3) Les moyens utilisés pour les réaliser sont la coopération internationale, le recours aux institutions internationales créées à cet effet, « méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun ».

Cependant lorsque les atrocités commises par l'Allemagne nazie furent connues, aprés la Seconde Guerre mondiale, le consensus au sein de la communauté internationale fut que la Charte ne définissait pas suffisamment les droits auxquels elle faisait référence. Une déclaration précisant les droits des individus devint nécessaire afin de renforcer les dispositions de la Charte sur les droits humains.

▶ **Doc 56 –** Extrait de la « Déclaration universelle des droits de l'homme », adoptée le 10 décembre 1948.

« Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité [...]

Article premier : Tous les êtres naissent libres et égaux en dignité et en droits. [...]

Article 2 : chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés [...]

Article 4 : Nul ne sera tenu en esclavage [...]

Article 5 : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des traitement cruels, inhumains ou dégradants. »

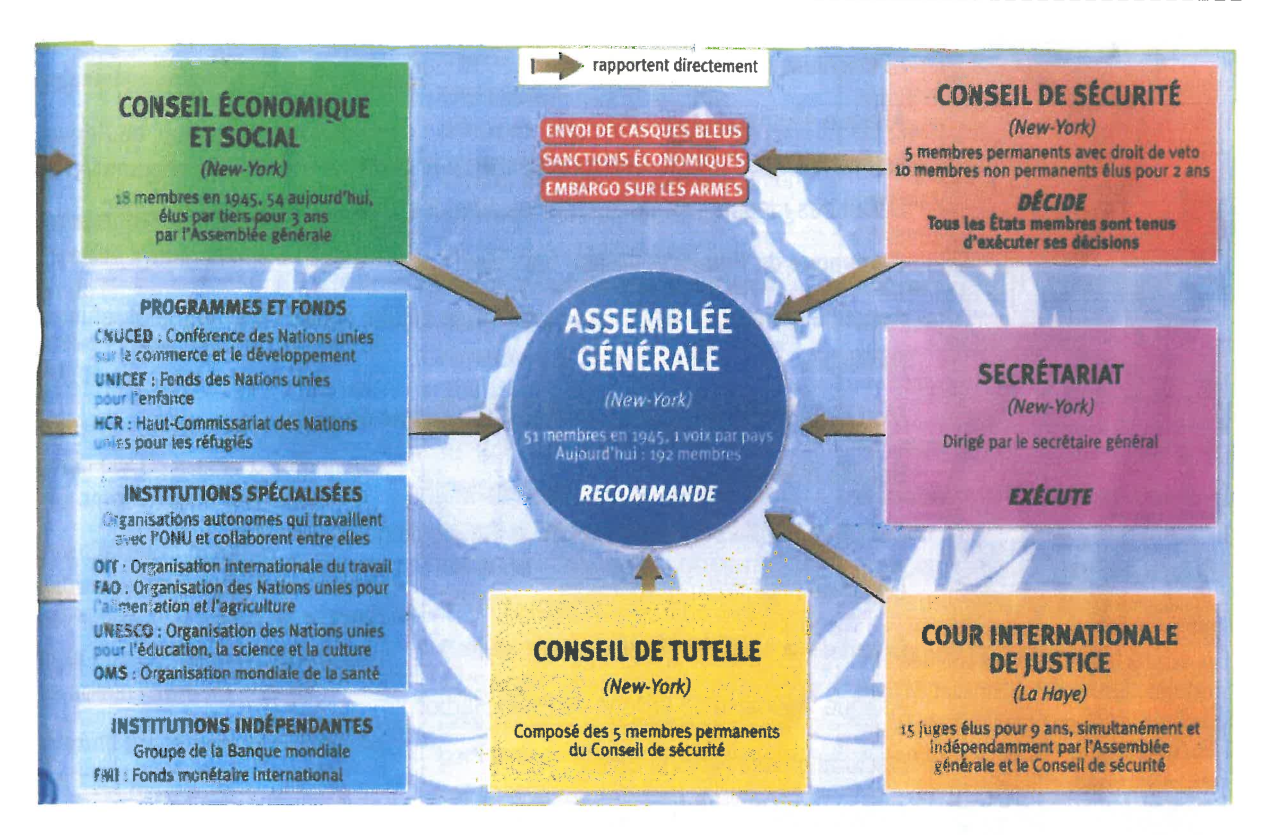
Elle se réfère implicitement aux évènements de la seconde guerre mondiale « mépris des droits de l'homme », « actes de barbarie », « torture », « traitement cruels, inhumains ou dégradants » et constitue un outil mis à la disposition de l'ONU pour préserver et conforter la paix et la sécurité internationale. Elle affirme aussi dans d'autres articles des droits nouveaux, à l'éducation, à la santé.

Le **siége** de l'ONU est établi à New York, nouveau centre de la diplomatie internationale. Ce choix témoigne de la prépondérance des États-Unis dans le monde au sortir de la guerre et de la perte d'influence de la vieille Europe.
Les **structures** de l'Organisation traduisent ses objectifs. (document 57).
À côté des autres rouages centraux, on trouve le Conseil économique et social, qui assure la liaison avec les organisations spécialisées, le Conseil de tutelle contrôlant l'administration des territoires anciennement colonisés et non encore souverains et la Cour internationale de justice dont les 15 juges, qui siègent à la Haye, tranchent par jugements obligatoires les conflits juridiques entre États. Il existe enfin des institutions spécialisées de coopération intergouvermentale dans les domaines non politiques : le FMI, la BIRD, la FAO, l'UNESCO.
Tous concourent au même but : établir une coopération internationale susceptible de faire respecter les libertés fondamentales.

2.5.3. Les limites de la nouvelle organisation internationale

L'ONU se dote certes d'une déclaration porteuse d'espoir. Elle dispose aussi d'**une force d'intervention** –les casques bleus–, contrairement à la SDN.
Au-delà des grands principes et des bons sentiments qui animent les rédacteurs de la charte, l'ONU apparaît dés sa fondation comme **le reflet du nouveau rapport de forces international** qui scinde le monde de l'après guerre :
- les pays vaincus (Allemagne, Italie, Japon) en sont provisoirement exclus.
- les pays signataires ont une voix et une seule à l'Assemblée générale.
- les décisions les plus importantes sont prises au sein du Conseil de Sécurité dominé par les 5 membres permanents –les grandes puissances victorieuses de la guerre– qui disposent du droit de veto. De plus, le veto d'un seul suffit à interdire l'exécution d'une recommandation. Cette disposition est en contradiction avec l'idée de l'égalité des nations proclamée par la charte.
- la mission de paix de l'ONU est possible tant que les 2 Grands sont d'accord.

Rapidement l'espoir d'une paix durable, sous l'égide de l'ONU, fait place à des affrontements verbaux témoignant de la rivalité **américano-soviétique grandissante**.



▶ **Doc 57 –** Le fonctionnement institutionnel de l'ONU

<u>Commentaire du document</u>

Questions

1) Quelles sont les 3 grandes institutions de l'ONU ?

2) Quel organisme détient le pouvoir de décision ?

3) Quel est le poids des grandes puissances au sein de l'ONU ?

N'y voyez-vous pas une contradiction avec les principes énoncés dans le préambule ?

Réponses

1) Les 3 principales institutions sont :

- l'Assemblée Générale qui comprend tous les États membres, dotés chacun d'une voix, selon le principe de l'égalité des nations ;
- le Conseil de Sécurité qui compte 11 membres
- le secrétariat général.

Le secrétaire général de l'ONU est élu pour 5 ans par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil de Sécurité.

2) C'est le Conseil de Sécurité qui décide : c'est l'organe le plus important, garant de l'ordre mondial. C'est lui qui décide-ou-pas- l'envoi de Casques bleus (militaires prêtés par les pays membres de l'ONU), dont le rôle est de maintenir la paix ou la sécurité internationales.

Les autres institutions font des recommandations (cas de l'Assemblée générale) ou exécutent (rôle du secrétariat des Nations-Unies qui assure la vie administrative de l'ONU).

3) Les grands États vainqueurs de la guerre (les 3 de Yalta : E. Unis, URSS, Royaume-Uni, + La France, auxquels on ajoute la Chine) dominent l'institution nouvelle par le droit de veto dont ils disposent au Conseil de sécurité.

Ce fonctionnement entre en contradiction avec le principe de l'égalité des nations, proclamé dans le Préambule et dans l'article 1 de la Charte des Nations-Unies.

1938	L'Anschluss
Septembre 1939	Attaque allemande de la Pologne La France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne Début des mesures de persécutions contre les Juifs dans les pays occupés
Mai-juin 1940	Campagne de France et défaite française
18 juin 1940	Appel du général de Gaulle pour poursuivre la lutte contre l'Allemagne et refuser l'armistice
10 juillet 1940	Mort de la III[e] République et naissance du régime de Vichy
Août 1940	Bataille d'Angleterre
Octobre 1940	Début de la collaboration d'État de la France dirigée par Pétain
Juin 1941	Début de l'opération Barbarossa
Août 1941	Début de la « solution finale »
Décembre 1941	Attaque japonaise de la flotte de Pearl Harbor
1[er] janvier 1942	Déclaration des Nations Unies
Novembre 1942	Débarquement allié en Afrique du Nord Occupation allemande de la zone Sud de la France
Février 1943	Victoire soviétique à Stalingrad
Mai 1943	Naissance du Conseil National de la Résistance (CNR)
Juin 1943	Création du Conseil français de libération nationale (CFLN)
Juillet 1943	Débarquement en Sicile et chute de Mussolini
Décembre 1943	Conférence de Téhéran
6 juin 1944	Débarquement en Normandie
Juillet 1944	Accords de Bretton Woods
15 août 1944	Débarquement en Provence
26 août 1944	De Gaulle descend les Champs Elysées
Février 1945	Conférence de Yalta
Avril 1945	Conférence de San Francisco : création de l'ONU
7-8 mai 1945	Signature de la capitulation sans condition de l'Allemagne
6 et 9 août 1945	Bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki
2 septembre 1945	Signature de la capitulation sans condition du Japon
18 octobre 1945 1[er] octobre 1946	Procès de Nuremberg

A

Anschluss : annexion de l'Autriche par l'Allemagne

Antisémitisme : doctrine ou attitude d'hostilité systématique à l'égard des Juifs

Armée rouge : nom de l'armée de l'URSS

Armistice : arrêt des combats conclu par un accord commun aux différentes nations en guerre

Aryanisation : pratique contraignant les Juifs à abandonner la direction et la propriété de leurs entreprises. Elles sont confiées à des administrateurs non-juifs

Aryenne : race pure et supérieure pour les nazis

Axe : ensemble des alliés de l'Allemagne nazie. L'Axe est composé principalement de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Croatie, de la Turquie...

B

BBC : sigle de la British Corporation, radio britannique

Bolchevisme : doctrine communiste élaborée par Lénine

Bombe atomique : nouvelle arme mise au point, utilisant la réaction en chaîne d'uranium et de plutonium pour provoquer une explosion d'une très grande force de destruction.

C

Camps de concentration : camps d'internement pour tous les adversaires du Reich. Ils sont sous la surveillance des S.S.

Camps d'extermination : camps de concentration où sont installés des chambres de la mort et des fours crématoires. Ils ont pour fonction l'extermination massive des déportés

Charte : texte fondateur d'une organisation exprimant des principes et des engagements

Charte de l'Atlantique : document définissant les principes défendus par les démocraties pour lutter contre le fascisme et le nazisme rédigé et signé par Churchill et Roosevelt le 14 août 1941

Collaboration : politique d'entente avec les occupants allemands

Collaborationniste : personne aidant l'occupant volontairement et souhaitant faire de la France un État fasciste, satellite de l'Allemagne

Comité français de libération nationale : gouvernement provisoire rassemblant des résistants et des partisans de libération nationale. Il est constitué à Alger en juin 1943.

Corporation : association regroupant les patrons et les ouvriers d'une même profession.

D

Dénazification : politique visant à juger et à écarter de la politique toutes les personnes ayant soutenu ou servi le régime nazi.

E

Espace vital : théorie nazie, exposée dans *Mein Kampf* (*Mon Combat*) en 1925 par Hitler, qui prône l'extension territoriale de l'Allemagne.

F

Fascisme : désigne à la fois le mouvement puis le régime de l'Italie, de 1922 à 1945, avant d'être utilisé pour définir ceux qui se réclament des mêmes formes de dictature nationaliste, fondées sur le culte du chef et le rejet de la démocratie parlementaire.

France libre : mouvement de résistance créé par le général de Gaulle qui unifie tous les mouvements soucieux de poursuivre la guerre contre l'Allemagne.

Führer : signifie « guide » en allemand. Titre porté par Adolf Hitler.

G

Génocide : politique d'extermination d'un peuple ou d'un groupe d'individus pour des raisons religieuses, politiques, de mœurs...

Gestapo (Geheime Staatspolizei) : police secrète d'État de l'Allemagne nazie. Elle dispose de tous les moyens pour faire régner la terreur et épurer les pays occupés.

Goulag : direction générale des camps, créée en 1930. Au sens large, ce terme désigne l'univers concentrationnaire soviétique.

Ghetto : quartier dans lequel les autorités enferment les Juifs d'une ville. L'un des plus célèbres est celui de la ville polonaise de Varsovie.

Guerre éclair (Blitzkrieg) : une guerre éclair est organisée sur le percement d'un front précis par des divisions de blindés et aériennes. Cette stratégie permet d'écraser rapidement son adversaire.

L

Ligne de démarcation : frontière surveillée par des militaires séparant la zone libre de la zone occupée par les Allemands.

Ligne Maginot : ligne de défense française fortifiée et construite tout le long de la frontière franco-allemande.

Loi du prêt-bail : loi qui permet au gouvernement américain d'apporter son aide financière à un pays dont la situation est jugée vitale à la sécurité des États-Unis.

M

Marché noir : commerce clandestin de produits.

Nationalisme : exaltation du sentiment national et du patriotisme. Doctrine visant au développement de la puissance nationale et qui revendique le droit d'affirmer cette supériorité à l'extérieur sans limitation de souveraineté.

O

Ordre nouveau : nom donné par les nazis au régime qu'ils imposent à l'Europe.

Organisation Todt : organisation chargée des travaux d'équipement et de fortification en Allemagne et dans les pays occupés.

P

Pacte de non-agression : accord entre deux pays qui sans faire alliance s'engagent à ne pas attaquer l'autre.

Parti national-socialiste : ou parti nazi, fondé en 1919. Sous la direction d'Adolf Hitler, il devient le 1er parti d'Allemagne avec 37 % des voix aux élections législatives de 1932.

Protocoles de Paris : accords franco-allemands qui mettent à la disposition des Allemands les aérodromes, les ports et les chemins de fer des colonies. Grâce à l'opposition de ministres de Pétain, ces protocoles ne rentreront jamais en application.

R

Régime totalitaire : régime politique caractérisé par un chef, un parti unique, une idéologie imposée, une société encadrée et mobilisée, les libertés fondamentales supprimées et la pratique de la violence légalisée.

Résistance : refus de l'armistice et de l'occupation allemande qui mène à des actions clandestines afin de lutter et de déstabiliser l'occupant et les collaborateurs.

Révisionnisme : position idéologique qui remet en cause les doctrines, traités ou faits passés. Hitler remet en cause le traité de Versailles.

Révolution nationale : doctrine du maréchal Pétain visant à remplacer la IIIe République par un régime autoritaire, hiérarchique et traditionaliste collaborant avec l'Allemagne.

S

Service du travail obligatoire (STO) : créé par la loi de février 1943, le STO oblige les jeunes en âge de faire leur service militaire à partir travailler en Allemagne.

Shoah : terme hébreu signifiant « catastrophe ». Il sert à désigner l'extermination massive des Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie.

S.S.P. (Schutzstaffel, échelon de protection) : milice du parti nazi, puis armée politique du Reich dirigé par Himmler.

Sudètes : région de Tchécoslovaquie où vit une population germanophone.

W

Wehrmacht : nom donné à l'ensemble de l'armée du IIIe Reich

Chapitre 1

Doc 1 : © Collection privée / DR / photo Kharbine Tapabor – Doc 2 : © Histoire 1914-1939, classe de 1re, Scodel, 1982 – Doc 3 : © Ullstein Bild / Roger-Viollet – Doc 4 : © Roger-Viollet – Doc 5 : Extraite du livre « La Seconde guerre mondiale », Henri Michel, t. 1 © P.U.F. – Doc 7 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 8 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 9 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 12 : © Birderwelt / Roger-Viollet – Doc 13 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 14 : © Histoire, classe de terminales L, S, ES, sous la direction de Gracia DOREL-FERRE, Bréal, 1998 – Doc 17 : © Collection BDIC-MHC – Doc 19 : Extraite du livre « 39-45 : une guerre inconnue », Paul-Marie de la Gorce, p. 404 © Flammarion – Doc 20 : Extraite du livre « 39-45 : une guerre inconnue », Paul-Marie de la Gorce, p. 383 © Flammarion – Doc 21 : © Ullstein Bild / Roger-Viollet – Doc 22 : © Rue des Archives / Tal – Doc 24 : Extraite du livre « 39-45 : une guerre inconnue », Paul-Marie de la Gorce, p. 461 © Flammarion – Doc 25 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 26 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 27 : © Keystone France.

Chapitre 2

Doc 28 : © Roger-Viollet – Doc 29 : © Keystone France – Doc 31 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 32 : © STEINLEIN JM / Explorer Archive / Keystone France – Doc 33 : © Kharbine-Tapabor – Doc 34 : © André Zucca / BHPV / Roger-Viollet – Doc 36 : © Kharbine-Tapabor – Doc 37 : © LAPI / Roger-Viollet – Doc 38 : © Rue des Archives / TAL – Doc 39 : © Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN / © Pascal Segrette – Doc 43 : © akg-images – Doc 44 : © Histoire terminales, sous la direction de Jean-Michel Lamblin HACHETTE Éducation, 1998 – Doc 45 : © Keystone France

Chapitre 3

Doc 46 : © Collection A. Gesgon / CIRIP / DR – Doc 50 : © Keystone-France

DAEU A

LA SECONDE GUERRE MONDIALE 1939-1945

HISTOIRE

COURS



CONNECTÉ À VOTRE AVENIR

Retrouvez la liste de nos formations sur **www.cned.fr**
Pour plus d'informations, appelez le **05 49 49 94 94**
Du lundi au vendredi, 8h30-18h.
Coût d'une communication ordinaire.



300 - 1-6302-TE-PA-01-12